



SDIS
32

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gers

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

de MAI et JUIN 2021

édité mercredi 30 juin 2021



République Française
SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
mai et juin 2021

Edité le 30 juin 2021

Le texte intégral des actes du SDIS publiés ou cités dans ce recueil
peut être consulté au Service départemental d'incendie et de secours.

SOMMAIRE

Délibérations du bureau du conseil d'administration du SDIS du Gers

- Séance du 1^{er} juin 2021

Délibérations du conseil d'administration du SDIS du Gers

- Séance du 14 juin 2021

Arrêté du président du CASDIS

- A-SDIS32-21-242 du 06 05 2021 portant désignation d'un détenteur de carte d'achats

Décision du président du CASDIS

- DC-SDIS32-21-007 du 01 03 2021 portant changement du responsable de programme de gestion des cartes d'achats

Décision du directeur du SDIS du Gers

- DC-SDIS32-21-009 du 17 05 2021 portant établissement de la liste départementale des personnels spécialisés de l'équipe animalière - année 2021



**SDIS
32**

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gers



DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

séance du 1^{er} juin 2021



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

1^{er} juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-014**

**ORGANISATION DES CONCOURS EXTERNES DE CAPORAL SPP 2021
CONVENTION DE COLLABORATION AVEC LE SDIS 13**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références :

- Décret n° 2012-520 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emploi des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels

Le Service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône (SDIS 13) ouvre, au titre de la zone Sud pour l'année 2021, deux concours externes d'accès au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels :

- L'un au titre du 1° de l'article 5 du décret cité en référence, ouvert aux « titulaires d'un diplôme de niveau V » ;
- L'autre au titre du 2° de l'article 5 du même décret, ouvert aux « sapeurs-pompiers volontaires ».

Par conséquent, le SDIS 13 a proposé aux autres SDIS composant la zone de défense de collaborer au sein de l'organisation de ces épreuves afin de répondre au double objectif de rationalisation du coût du lauréat (estimé à 777,50 € par lauréat pour le SDIS du Gers *) tout en garantissant une capacité d'accueil pour un nombre important de candidats.

* Le coût par stagiaire est calculé selon un ratio de proportionnalité qui tient compte du nombre de postes ouverts par le SDIS concerné / le nombre total de postes ouverts et du nombre de SPP du même SDIS / le nombre total de SPP.

Le SDIS du Gers souhaiterait s'inscrire dans cette démarche avec un besoin exprimé en matière de recrutement de 6 maximum, sur trois exercices.

Le SDIS 13 assurera l'organisation de ces concours en collaboration avec les SDIS signataires de la convention annexée à ce rapport, qui en définit les modalités administratives et financières.

Mardi premier juin deux mille vingt-et-un à 17h30, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours du Gers, se sont réunis les membres du bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présents et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS, vice-président du conseil départemental,
Monsieur Didier DUPRONT, 1^{er} vice-président du CASDIS, maire de Gondrin,
Monsieur Philippe DUPOUY, 2^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental.
Monsieur Jean-Pierre COT, 3^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental,

Assistait à titre consultatif :

Madame Hélène ROZIS-LEBRETON, conseillère départementale, membre associé.

membres présents en audio ou vidéoconférence

Étaient excusées :

Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale, membre associé.
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale.

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de votants : | 4 |
| Voix « pour » : | 4 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil d'administration du SDIS du 2 novembre 2020 attribuant les compétences à son bureau ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOpte** le projet de convention entre le SDIS des Bouches-du-Rhône et le SDIS du Gers pour l'organisation des concours externes 2021 de caporal de sapeur-pompier professionnel tel que présenté en annexe ;
- **AUTORISE** son président à signer cette convention.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 08 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

08 06 2021



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

1^{er} juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-015**

**PROTECTION ET LUTTE CONTRE LES INCENDIES
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE BNIA
BUREAU NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DE L'ARMAGNAC**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

La convention annexée au présent rapport a pour objet de définir les modalités et conditions du partenariat entre les parties.

Le Service départemental d'incendie et de secours du Gers est chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies.

Il concourt, avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les autres accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Le Bureau national interprofessionnel de l'Armagnac est un syndicat interprofessionnel qui concourt à promouvoir l'image et à développer les produits de l'Armagnac.

En tant que partenaire, le BNIA s'engage à verser une subvention au SDIS du Gers d'un montant de 18.000 euros répartis pour moitié sur les exercices 2021 et 2022. Cette subvention permettra l'acquisition par le SDIS du Gers de tuyaux d'incendie de 110 mm afin de compléter efficacement le dispositif hydraulique et les moyens nécessaires à l'extinction des feux d'alcool de bouche.

De son côté le SDIS s'engage pendant 5 ans à apporter d'une part son expertise en matière de sécurité incendie et d'autre part à répondre à toutes les sollicitations du BNIA en matière de prévention des risques dans les établissements recevant du public.

Mardi premier juin deux mille vingt-et-un à 17h30, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours du Gers, se sont réunis les membres du bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présents et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS, vice-président du conseil départemental,
Monsieur Didier DUPRONT, 1^{er} vice-président du CASDIS, maire de Gondrin,
Monsieur Philippe DUPOUY, 2^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental.
Monsieur Jean-Pierre COT, 3^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental,

Assistait à titre consultatif :

Madame Hélène ROZIS-LEBRETON, conseillère départementale, membre associé.

membres présents en audio ou vidéoconférence

Étaient excusées :

Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale, membre associé.
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale.

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de votants : | 4 |
| Voix « pour » : | 4 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil d'administration du SDIS du 2 novembre 2020 attribuant les compétences à son bureau ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOpte** le projet de convention entre le BNIA et le SDIS du Gers pour l'organisation de la protection et de la lutte contre les incendies ;
- **AUTORISE** son président à signer cette convention.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 08 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

08 06 2021



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

1^{er} juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-016**

**FINANCEMENT DU SOUTIEN AUX ACTIONS DE DEPISTAGE
DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19
CONVENTION AVEC L'ARS OCCITANIE**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références :

- Code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11 ; R.1435-16 à R.1435-36 ;
- Loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 ;
- Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
- Décret n° 2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets du 16 octobre 2020 et du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé – ARS Occitanie ;
- Décret n° 2012-271 du 27 février 2012 modifié le 5 octobre 2015 et le 13 février 2019 relatif au Fonds d'Intervention Régional (FIR) des agences régionales de santé ;
- Délibération du conseil de surveillance de l'ARS du 14 décembre 2020 portant fixation du budget initial et du budget annexe du fonds d'intervention régional pour 2021 ;
- Décision ARS Occitanie N° 2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du directeur général de l'ARS Occitanie.

La convention annexée au présent rapport a pour objet de définir les modalités d'intervention des personnels du SDIS du Gers formés conformément à l'arrêté du 10 juillet 2020, mis à disposition par le SDIS du Gers dans le cadre d'actions de dépistages massifs lorsqu'aucun autre acteur de la santé ne peut effectuer cette mission.

Cette convention formalise le financement accordé et définit les modalités ainsi que le suivi administratif et comptable.

Mardi premier juin deux mille vingt-et-un à 17h30, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours du Gers, se sont réunis les membres du bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présents et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS, vice-président du conseil départemental,
Monsieur Didier DUPRONT, 1^{er} vice-président du CASDIS, maire de Gondrin,
Monsieur Philippe DUPOUY, 2^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental.
Monsieur Jean-Pierre COT, 3^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental,

Assistait à titre consultatif :

Madame Hélène ROZIS-LEBRETON, conseillère départementale, membre associé.

membres présents en audio ou vidéoconférence

Étaient excusées :

Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale, membre associé.
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale.

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de votants : | 4 |
| Voix « pour » : | 4 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil d'administration du SDIS du 2 novembre 2020 attribuant les compétences à son bureau ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOpte le projet de convention entre l'ARS Occitanie et le SDIS du Gers pour le financement du soutien aux actions de dépistage dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19, tel que présenté en annexe ;**
- **AUTORISE son président à signer cette convention.**

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 08 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

08 06 2021



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

1^{er} juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-017**

**FINANCEMENT DES CENTRES DE VACCINATION PILOTES PAR LE SDIS32
DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19
CONVENTION AVEC LA DGSCGC**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références :

- Code de la santé publique, notamment les R.1335-1 et suivants ;
- Code de la sécurité intérieure ;
- Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Décret du 17 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Alain THIRION en tant que directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises ;
- Décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 modifié déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment son article 55-1 VIII ter. et son annexe 7 ;
- Décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Arrêté du 7 septembre 1999 relatif aux modalités d'entreposage des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;
- Note du Ministère des solidarités et de la santé MINSANTE/CORRUS n°2020_207 du 10 décembre 2020 relative à la gestion des déchets d'activités de soins (DAS) et autres déchets pendant l'épidémie de covid-19 ;
- Instruction interministérielle NOR INTK2106628J du 24 mars 2021 relative à la montée en charge de la campagne de vaccination contre la covid-19.

La convention annexée au présent rapport a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles les SDIS, sous l'autorité des préfets et avec l'appui financier de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC), apportent leur concours à la mise en place d'un dispositif de vaccination au sein de leur département pour toutes les personnes comprises dans chacune des phases de la stratégie vaccinale arrêtées avec l'ARS.

Elle est conclue pour une durée de 5 mois (du 1^{er} avril au 31 août 2021). Elle est renouvelable par avenant qui en fixera la durée de prolongation.

La préfecture, en lien avec l'ARS, arrête et adapte l'organisation prévue pour le département et s'engage à suivre, en lien avec la DGSCGC et le SDIS, la mise en place et l'activité du ou des centres de vaccination de son département pour la durée de la convention.

Selon le schéma départemental arrêté par la préfecture, 4 types de centres, dont les caractéristiques sont définies en annexe, peuvent être mis en place.

Le SDIS s'engage à réaliser la mission qui lui est confiée, définie à l'article 5 de ladite convention et détaillée dans l'annexe technique, et par conséquent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution :

- la planification,
- l'organisation,
- l'encadrement,

- l'administration des vaccins,
- l'enregistrement administratif et numérique des vaccinations réalisées,
- la remise des informations dans les conditions prescrites par l'ARS.

La DGSCGC s'engage à apporter un appui financier sous forme de subvention pour la mise en place et le fonctionnement des centres de vaccination.

Mardi premier juin deux mille vingt-et-un à 17h30, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours du Gers, se sont réunis les membres du bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présents et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS, vice-président du conseil départemental,
Monsieur Didier DUPRONT, 1^{er} vice-président du CASDIS, maire de Gondrin,
Monsieur Philippe DUPOUY, 2^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental.
Monsieur Jean-Pierre COT, 3^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental,

Assistait à titre consultatif :

Madame Hélène ROZIS-LEBRETON, conseillère départementale, membre associé.
membres présents en audio ou vidéoconférence

Étaient excusées :

Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale, membre associé.
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale.

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de votants : | 4 |
| Voix « pour » : | 4 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil d'administration du SDIS du 2 novembre 2020 attribuant les compétences à son bureau ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOpte** le projet de convention entre la DGSCGC et le SDIS du Gers pour le financement des centres de vaccination pilotés par le SDIS dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19, tel que présenté en annexe ;
- **AUTORISE** son président à signer cette convention.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 08 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

08 06 2021



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

1^{er} juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-018**

**DISPOSITIF COORDONNÉ DE VACCINATION DU GERS
DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19
CONVENTION AVEC L'ARS OCCITANIE et LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU GERS**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références :

- Code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11 ; R.1435-16 à R.1435-36 ;
- Loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 ;
- Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
- Décret n° 2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets du 16 octobre 2020 et du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pierre RICORDEAU en qualité de directeur général de l'Agence régionale de santé – ARS Occitanie ;
- Décret n° 2012-271 du 27 février 2012 modifié le 5 octobre 2015 et le 13 février 2019 relatif au Fonds d'Intervention Régional (FIR) des agences régionales de santé ;
- Délibération du conseil de surveillance de l'ARS du 14 décembre 2020 portant fixation du budget initial et du budget annexe du fonds d'intervention régional pour 2021 ;
- Décision ARS Occitanie N° 2020-0036 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature du directeur général de l'ARS Occitanie.

La convention annexée au présent rapport a pour objet de formaliser le financement accordé et définit les modalités ainsi que le suivi administratif et comptable dans le cadre du dispositif.

L'accompagnement de l'ARS Occitanie consiste à financer les dépenses suivantes liées aux centres de vaccination :

- acquisition de petit matériel informatique, de diagnostic, de protection ;
- prestations d'hygiène et de traitement des déchets ;
- fonctions d'accueil et/ou de secrétariat ;
- fonctions d'organisation, de coordination et/ou de logistique.
- rémunération des étudiants, retraités et salariés du secteur privé mobilisés spécifiquement par le centre de vaccination lorsque la structure porteuse n'est pas connue de l'assurance maladie (ex: collectivité).

Cette convention se terminera à la date de fin de l'état d'urgence sanitaire.

Mardi premier juin deux mille vingt-et-un à 17h30, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours du Gers, se sont réunis les membres du bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présents et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS, vice-président du conseil départemental,
Monsieur Didier DUPRONT, 1^{er} vice-président du CASDIS, maire de Gondrin,
Monsieur Philippe DUPOUY, 2^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental.
Monsieur Jean-Pierre COT, 3^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental,

Assistait à titre consultatif :

Madame Hélène ROZIS-LEBRETON, conseillère départementale, membre associé.

membres présents en audio ou vidéoconférence

Étaient excusées :

Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale, membre associé.
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale.

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de votants : | 4 |
| Voix « pour » : | 4 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil d'administration du SDIS du 2 novembre 2020 attribuant les compétences à son bureau ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOpte le projet de convention entre l'ARS Occitanie, le Conseil départemental du Gers et le SDIS du Gers pour le dispositif coordonné de vaccination dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 ;**
- **AUTORISE son président à signer cette convention.**

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 08 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

08 06 2021

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

1^{er} juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-019**

**RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT AVEC L'UGAP
UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Dans le cadre de sa politique de rationalisation des achats, le SDIS 32 a décidé de confier à l'UGAP le soin de satisfaire une partie de ses besoins.

Ce partenariat, qui s'inscrit dans la durée, permet de bénéficier de conditions tarifaires minorées dans un environnement juridique sécurisé dans le cadre du groupement de fait fondé avec les départements et les autres administrations publiques locales du grand sud-ouest.

Les besoins estimés par le SDIS 32 pour la durée de la convention (31 décembre 2024) sont les suivants :

- Pour l'univers « opérationnel des sapeurs-pompiers » à 150 000 euros HT ;
- Pour l'univers « informatique et consommables » à 100 000 euros HT ;
- Pour l'univers « mobilier et équipement général » à 20 000 euros HT ;
- Pour l'univers « médical » à 150 000 euros HT ;
- Pour l'univers « services » à 10 000 euros HT.

Afin de matérialiser cette volonté, le SDIS 32 s'engage à conclure avec l'UGAP une convention de partenariat.

Le montant de l'engagement est prévisionnel et ne donnera lieu à aucune pénalité en cas de non atteinte des volumes estimés.

Mardi premier juin deux mille vingt-et-un à 17h30, dans les locaux de la direction départementale d'incendie et de secours du Gers, se sont réunis les membres du bureau du conseil départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président

Étaient présents et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS, vice-président du conseil départemental,
Monsieur Didier DUPRONT, 1^{er} vice-président du CASDIS, maire de Gondrin,
Monsieur Philippe DUPOUY, 2^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental.
Monsieur Jean-Pierre COT, 3^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental,

Assistait à titre consultatif :

Madame Hélène ROZIS-LEBRETON, conseillère départementale, membre associé.

membres présents en audio ou vidéoconférence

Étaient excusées :

Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale, membre associé.
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale.

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de votants : | 4 |
| Voix « pour » : | 4 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil d'administration du SDIS du 2 novembre 2020 attribuant les compétences à son bureau ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOpte le projet de renouvellement de la convention entre l'UGAP et le SDIS du Gers dans le cadre de la rationalisation des achats du SDIS 32 ;**
- **AUTORISE son président à signer cette convention.**

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 08 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 08 06 2021 et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

1^{er} juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-020**

**ATTRIBUTION À LA COMMUNE DE SAINT-PUY D'UN FONDS DE CONCOURS
RÉALISATION DE TRAVAUX AU CASERNEMENT
RELATIFS À LA RÉFECTION DU PARKING**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

La caserne de Saint-Puy a fait l'objet d'une mise à disposition dans le cadre de la réorganisation des services d'incendie et de secours en un corps départemental des sapeurs-pompiers, par convention du 29 février 2000.

La réalisation de travaux de réfection du parking du centre d'incendie et de secours s'avère aujourd'hui indispensable compte tenu des dégradations constatées.

Le montant prévisionnel desdits travaux s'élève, suivant devis, à 10 642,00 € HT.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer à la commune de Saint-Puy, un fonds de concours à hauteur de 50% du montant définitif hors taxes destinés au financement de ces travaux.

Tout dépassement de l'enveloppe prévisionnelle devra être validé par le SDIS préalablement à l'engagement de la commune.

Mardi premier juin deux mille vingt-et-un à 17h30, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours du Gers, se sont réunis les membres du bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présents et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS, vice-président du conseil départemental,
Monsieur Didier DUPRONT, 1^{er} vice-président du CASDIS, maire de Gondrin,
Monsieur Philippe DUPOUY, 2^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental.
Monsieur Jean-Pierre COT, 3^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental,

Assistait à titre consultatif :

Madame Hélène ROZIS-LEBRETON, conseillère départementale, membre associé.

membres présents en audio ou vidéoconférence

Étaient excusées :

Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale, membre associé.
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale.

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de votants : | 4 |
| Voix « pour » : | 4 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil d'administration du SDIS du 2 novembre 2020 attribuant les compétences à son bureau ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'attribution à la commune de Saint-Puy d'un fonds de concours pour la réalisation des travaux de réfection du parking du centre d'incendie et de secours, telle que présentée en annexe ;
- **AUTORISE** son président à signer la convention afférente.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 08 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 08 06 2021
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

1^{er} juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-021**

**ACCUEIL D'UN STAGIAIRE IUT-HSE *
AU GROUPEMENT DES SERVICES OPÉRATIONNELS
ET GRATIFICATION**

*Institut Universitaire de Technologie - Hygiène Sécurité Environnement

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Référence :

- Code général des collectivités territoriales – notamment article L.1424-2
- Code de l'éducation – notamment article L124-6 et L241-3
- Code de la sécurité sociale

Éléments de contexte

Le service "Préparation et Mise en œuvre opérationnelle" appartenant au Groupement des services opérationnels du SDIS 32 s'engage dans une démarche d'amélioration des supports d'aide à la conduite des opérations que sont les fiches réflexes suivantes :

- les fiches opérationnelles départementales (FOD),
- les fiches emplois matériels (FEM),
- les fiches informations et consignes opérationnelles (ICO).

Ces documents évoluent sans cesse au gré des transformations techniques, technologiques et sociétales génératrices de nouveaux risques.

Le format de l'existant est aujourd'hui désuet et nécessite une complète refonte.

L'objectif porte essentiellement sur l'amélioration des documents types dont certains entièrement élaborés pour servir d'exemple (nouvelle charte, par niveau de compétences) et la communication de ces fiches en direction des sapeurs-pompiers (application smartphone, réseau extranet notamment).

Par conséquent, il est proposé d'accueillir un stagiaire du diplôme universitaire de technologie HSE de l'IUT Paul Sabatier d'Auch pour accomplir les missions suivantes.

Dans un premier temps :

- Effectuer une enquête (format à définir) sur l'exploitation actuelle de ces fiches et les évolutions souhaitées ;

Dans un second temps :

- Proposer un format attrayant ;
- Proposer des supports de diffusion adaptés et novateurs ;
- Proposer si possible un contenu gradué (GOC 2 à GOC 5).

Le stagiaire présent plus de deux mois consécutifs, du 6 avril au 18 juin 2021, recevra une gratification minimum de 3,90 € / heure ; pour la période concernée, le montant prévisible de cette gratification s'élève à 1 392.30 €.

Sous réserve de votre aval, les crédits correspondant à cette rémunération seront imputés au budget de l'exercice 2021 (chapitre 64).

Mardi premier juin deux mille vingt-et-un à 17h30, dans les locaux de la direction départementale d'incendie et de secours du Gers, se sont réunis les membres du bureau du conseil départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présents et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS, vice-président du conseil départemental,
Monsieur Didier DUPRONT, 1^{er} vice-président du CASDIS, maire de Gondrin,
Monsieur Philippe DUPOUY, 2^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental.
Monsieur Jean-Pierre COT, 3^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental,

Assistait à titre consultatif :

Madame Hélène ROZIS-LEBRETON, conseillère départementale, membre associé.

membres présents en audio ou vidéoconférence

Étaient excusées :

Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale, membre associé.
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale.

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de votants : | 4 |
| Voix « pour » : | 4 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil d'administration du SDIS du 2 novembre 2020 attribuant les compétences à son bureau ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, AUTORISE l'accueil d'un étudiant en diplôme universitaire de technologie dans le cadre d'un stage avec gratification ayant pour objet l'amélioration des fiches réflexes d'aide à la conduite des opérations, dans les conditions fixées dans le rapport.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 08 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

08 06 2021

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

1^{er} juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-022**

RÉFORME DE MATÉRIELS

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Annexe : Tableau récapitulatif des matériels à réformer

Certains matériels propriétés du SDIS témoignent d'un très mauvais état général et ne sauraient être réparés compte tenu du coût prohibitif d'une remise en état.

Selon la procédure classique en la matière, il vous est proposé de vous prononcer sur leur mise à la réforme.

Dans la mesure où cette proposition recevrait votre aval, il conviendrait de procéder, selon leur état, soit à :

- leur mise en vente,
- leur destruction,
- leur attribution à titre gratuit à des associations caritatives.

Je vous prie en conséquence de bien vouloir prendre connaissance des équipements considérés, listés en annexe du présent rapport.

Mardi premier juin deux mille vingt-et-un à 17h30, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours du Gers, se sont réunis les membres du bureau du conseil d'administration du conseil départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présents et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS, vice-président du conseil départemental,
Monsieur Didier DUPRONT, 1^{er} vice-président du CASDIS, maire de Gondrin,
Monsieur Philippe DUPOUY, 2^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental.
Monsieur Jean-Pierre COT, 3^{ème} vice-président du CASDIS, conseiller départemental,

Assistait à titre consultatif :

Madame Hélène ROZIS-LEBRETON, conseillère départementale, membre associé.

membres présents en audio ou vidéoconférence

Étaient excusées :

Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale, membre associé.
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale.

| | |
|---------------------|---|
| Nombre de votants : | 4 |
| Voix « pour » : | 4 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération du conseil d'administration du SDIS du 2 novembre 2020 attribuant les compétences à son bureau ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la réforme des matériels listés en annexe ;
- **AUTORISE** son président à procéder, selon leur état, à leur mise en vente, leur destruction ou leur attribution à titre gratuit à des associations caritatives.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 08 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 08 06 2021 et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.



SDIS
32

Annexe au rapport

Envoyé en préfecture le 08/06/2021
Reçu en préfecture le 08/06/2021
Affiché le 01/06/2021
ID : 032-283200012-20210601-D_SDIS32_21_022-DE

LISTE DES MATÉRIELS PROPOSÉS À LA RÉFORME

| MATÉRIEL ROULANT | | | | | | | | | |
|----------------------|---------------|----------|---------------------|---------|-----------------|--------------------|---------------------|-----------------|--------------|
| Article budgétaire | N° inventaire | Quantité | Désignation du bien | | | Date d'acquisition | Kilométrage | Montant d'achat | Observations |
| | | | Type | Marque | Immatriculation | | | | |
| 21561 | | | | | | | | | |
| 21561 | MANS 136901 | 1 | CHASSIS FPT | RENAULT | 339 LY 32 | 2000 | 31529 | 59 256,93 | REFORME |
| 21561 | MANS 136 902 | 1 | EQUIPEMENT FPT | GICARD | | | | 58 874,04 | |
| 21561 | MANS 1097 | 1 | VLOG | RENAULT | 1815 LT 32 | 1997 | 240 000 | 29 654,69 | REFORME |
| TOTAL 21561 | | | | | | | 147 785,66 € | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | | | 147 785,66 € | | |



**SDIS
32**

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gers



DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

séance du 14 juin 2021

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-023**

**MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU SDIS
MISE À JOUR
COMPTE ÉPARGNE TEMPS (CET)**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références

- Décret n°2013-1186 du 18 décembre 2013 relatif au temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels
- Décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale
- Règlement intérieur du SDIS

Il est institué pour l'ensemble des agents du SDIS du Gers un compte épargne temps (CET) qui permet à son titulaire d'y créditer des jours de congés afin notamment :

- D'anticiper un départ à la retraite ;
- D'accompagner un événement familial (ex : naissance, mariage, décès, maladie...);
- De développer un projet professionnel (ex : préparation concours), personnel, humanitaire ou électif.

Initialement ouvert à tous les personnels du SDIS à l'exception des sapeurs-pompiers en service posté, ce dernier a vu les conditions d'accès évoluer suite aux réflexions menées par un groupe de travail et validées par notre assemblée délibérante le 9 décembre 2019 (délibération D-SDIS32-19-048).

C'est ainsi que les personnels du CIS d'Auch ont bénéficié, moyennant une refonte de l'organisation de la planification de leurs gardes, de la possibilité de bénéficier de l'accès à un CET.

De fait, seuls les personnels en service posté de 12 heures étaient exclus de ce dispositif (SPP et PATS du CTA ainsi que les SPP des CIS de Condom et L'Isle-Jourdain).

À la demande des représentants des personnels, le directeur a conduit une réunion de travail le 18 mars 2021 afin d'envisager l'extension de ce droit à tous les personnels du SDIS.

Fort de cette réflexion, il a été confirmé, à l'occasion du comité technique du 12 avril dernier, la volonté de la gouvernance et de la direction d'ouvrir ce droit à CET à l'ensemble des agents du SDIS.

Ainsi, il est proposé de modifier l'article II.103 du règlement intérieur du SDIS par la suppression du dernier alinéa comme suit.

Titre II – Chapitre 2.5 – Section 2.5.6 : Compte Épargne Temps

Article II. 103 : Bénéficiaires

Le compte épargne temps est ouvert à la demande des agents titulaires et non titulaires (de droit public ou de droit privé), à temps complet ou non complet, ayant accompli au moins une année de service au sein du SDIS.

Les stagiaires ne peuvent pas bénéficier d'un compte épargne temps. S'ils ont acquis antérieurement des droits à congés au titre du compte épargne temps en qualité d'agent titulaire, ces droits ne peuvent être utilisés pendant la période de stage.

~~Les sapeurs-pompiers professionnels en service posté de 12 heures ne sont pas concernés par le CET.~~

Le CET pourra être crédité des heures excédentaires réalisées par les agents au-delà de la durée annuelle du temps de travail, dans le respect des réglementations en vigueur.

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,
Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,
Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,
Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,
Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 12 |
| Voix « pour » : | 12 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable du Comité technique du SDIS du 07 juin 2021 ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, **APPROUVE** :

- **l'ouverture du compte épargne temps à l'ensemble des personnels, y compris aux sapeurs-pompiers professionnels en service posté de 12 heures, dans les conditions précisées dans le rapport ;**
- **l'inscription au règlement intérieur du SDIS de la modification apportée à l'article II.103.**

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 25 06 2021
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.



SDIS
32

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 032-283200012-20210614-D_SDIS32_21_024-AR

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-024**

INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES - IHTS MISE EN PLACE

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Référence :

- Décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;
- Décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- Décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;
- Décret n° 2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires des agents de la fonction publique territoriale nommés dans des emplois permanents à temps non complet.

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires des catégories B et C dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires. Ces indemnités pourront être étendues aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

Les IHTS sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par le chef de groupement ou le chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (moyen de contrôle automatisé – décompte déclaratif). Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Les agents qui exercent leur fonction à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'IHTS. Le montant sera calculé selon des modalités spécifiques.

De même, les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Ces heures sont considérées comme des heures complémentaires dès lors qu'elles ne les conduisent pas à dépasser la durée légale de travail hebdomadaire (35 heures).

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur. À défaut, elle peut donner lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :

- La rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.
- L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des 2/3 lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié.

Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.

Enfin, il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux IHTS ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

Au regard de ce qui précède, il est proposé :

1. D'instaurer les IHTS pour les fonctionnaires et le cas échéant les agents contractuels de droit public relevant des cadres d'emplois suivants :

| Cadre d'emplois | Emplois |
|--------------------|------------------------------------------------|
| Agents de maîtrise | - chef de service des équipements et matériels |
| Techniciens | - chef du service bâtiminaire |

Au-delà des demandes spécifiques mentionnées, il est proposé d'étendre le bénéfice des IHTS à l'ensemble des cadres d'emplois éligibles du SDIS (catégorie B et C des filières administratives et techniques) dès lors qu'elles sont réalisées à la demande d'un supérieur hiérarchique.

2. De compenser les heures supplémentaires et complémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'IHTS. L'agent pourra choisir en début d'année, entre le repos compensateur, dont les modalités seront définies selon les nécessités de service, et l'indemnisation.

3. De majorer l'indemnisation des heures complémentaires : le taux de majoration des heures complémentaires est de 10 % pour chacune des heures complémentaires accomplies dans la limite du dixième des heures hebdomadaires de service afférentes à l'emploi à temps non complet et de 25 % pour les heures suivantes.

4. D'effectuer le contrôle des heures supplémentaires sur la base d'un décompte déclaratif, soumis à la validation du chef de groupement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,
Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,
Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,
Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,
Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,

Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 12 |
| Voix « pour » : | 12 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable du Comité technique du SDIS du 07 juin 2021 ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE la mise en place des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions précisées dans le rapport.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 25 06 2021
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.



**SDIS
32**

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 032-283200012-20210614-D_SDIS32_21_025-AR

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-025**

ORGANISATION DU SECOURS D'URGENCE À LA PERSONNE ET DE L'AIDE MÉDICALE URGENTE

CONVENTION ENTRE LE SDIS ET LE CH D'AUCH

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références :

- Arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel commun portant sur l'organisation du secours à personne et à l'aide médicale urgente,
- Arrêté du 5 juin 2015 portant modification de l'annexe I et de l'annexe VI du référentiel commun d'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgent

La convention annexée au présent rapport est une totale refonte de celle existante sur la mise en œuvre au niveau départemental du référentiel relatif à l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente.

Elle vise principalement à :

- Fédérer et coordonner l'action des acteurs de santé de l'aide médicale urgente et des secours d'urgence ;
- Apporter sans délai une réponse la mieux adaptée et la plus rapide à toute situation identifiée d'urgence et de détresse ;
- Affirmer la complémentarité des moyens de santé des hôpitaux et de ceux du SDIS pour garantir une couverture optimale du territoire départemental en matière de santé publique et de l'urgence.
- Organiser le réseau de prise en charge en établissant des procédures opérationnelles afin d'établir une cohérence des actions ;
- Définir les modalités de prise en charge financière des missions confiées au SDIS et incombant réglementairement au SAMU.

Elle est conclue entre :

- Monsieur le préfet du Gers,
- Monsieur le président du Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Gers,
- Madame la directrice du Centre hospitalier d'Auch, siège du Service d'aide médicale urgente (SAMU) du Gers,
- Monsieur le directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS) Occitanie,
- Madame la présidente de l'Association départementale des urgences médicales (ADUM) du Gers.

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,
Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,
Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,

Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,
Monsieur Bernard KSAZ, conseiller départemental, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,
Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 12 |
| Voix « pour » : | 12 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **ADOpte** le projet de convention entre le Centre hospitalier d'Auch, siège du SAMU, et le SDIS du Gers relative à l'organisation du secours d'urgence à la personne et de l'aide médicale urgente, telle que jointe en annexe ;
- **AUTORISE** son président à signer cette convention.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

25 06 2021



**SDIS
32**

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 032-283200012-20210614-D_SDIS32_21_026-AR

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-026**

FORMATIONS DU SDIS 32 AMÉLIORATION DE LA RÉPONSE LOGISTIQUE

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références

- Arrêté du 22 août 2019 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.
- Arrêté du 4 octobre 2017 relatif aux formations de spécialité dans le domaine d'activité de la formation et du développement des compétences chez les sapeurs-pompiers.

La formation des personnels évolue depuis maintenant 3 ans avec la mise en place de la nouvelle filière FOR (formation des formateurs) et la mise en œuvre de l'arrêté du 22 août 2019 cité en référence.

C'est une profonde mutation du système d'apprentissage. L'individualisation et l'approche par les compétences amènent le service à repenser les formations en s'approchant le plus possible de la réalité des missions. À cela s'ajoute une évolution technique considérable des matériels et des véhicules.

Une réflexion a été menée concernant la montée en compétences des agents. Sur le plan pédagogique et organisationnel, les Référentiels internes d'organisation, de formation et d'évaluation (RIOFE) répondent à ces attentes. Leur écriture est achevée et la phase test démarrée.

Il existe néanmoins un décalage entre le matériel utilisé en formation et celui en intervention et des difficultés en termes de nombre de véhicules disponibles pour assurer les formations.

Des actions sont déjà en cours au centre de formation pour l'année 2021 : renouvellement de 15 ARI, achat d'un caisson « utilisation des lances » et fabrication d'une annexe au caisson d'observation.

L'activité du centre de formation augmente d'année en année. Le service effectue a minima 20 semaines de formations pour le seul domaine de l'incendie en formation initiale des SPV, auxquelles s'ajoutent les formations des chefs d'agrès tout engin et chefs d'équipe notamment.

Une nouvelle dynamique dans la formation a été lancée depuis bientôt un an, avec la mise en place des formations à plusieurs niveaux (formations intégrées) ; cette évolution implique une sollicitation humaine et matérielle plus importante.

Le projet d'agrandissement du centre de formation départemental (aire de secours routier, caisson de progression...) devrait répondre aux besoins techniques des formations. En ce sens, le SDIS 32 a entrepris une opération d'acquisition du terrain adjacent.

Fort de cette réflexion, de la volonté de faire évoluer le système de formation et de répondre aux réalités opérationnelles, 11 propositions d'amélioration en réponse aux besoins logistiques lors des formations vous sont présentées dans le document annexé

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,

Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,

Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,
Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,
Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 12 |
| Voix « pour » : | 12 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable du Comité technique du SDIS du 07 juin 2021 ;

VU l'avis favorable du Comité consultatif des SPV du SDIS du 07 juin 2021 ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE les propositions d'amélioration et d'évolution du système de formation, telles que décrites dans le document de présentation joint en annexe.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 25 06 2021
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS

14 juin 2021

DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-027

MODIFICATION DE L'ORGANIGRAMME

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références :

- délibération du conseil d'administration n° D- SDIS32-20-027 du 29 juin 2020
 - décret n°90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels
- Annexe : organigramme général et organigrammes détaillés pour chaque groupement.

L'aménagement proposé de l'organigramme adopté en 2016 fait suite notamment aux préconisations édictées dans le cadre du projet d'établissement validé par les instances à la fin de l'année 2020. Les aménagements ont pour objectif d'améliorer le fonctionnement général du SDIS et font suite à plusieurs étapes de consultations et travaux :

- Fin 2020 : phase de consultation territoriale ;
- 11 janvier 2021 : travaux des membres du Comité de Direction (direction et chefs de groupements) ;
- 3 mai 2021 : consultation des partenaires sociaux en vue de recueillir leurs propositions ;
- 1^{ère} quinzaine de mai : consultation par le GEEC de chaque chef de groupement ;
- 11 mai 2021 : Synthèse et arbitrage sur les propositions émises par les chefs de groupements et les partenaires sociaux (Direction et GEEC) ;
- 12 mai 2021 : Présentation des orientations retenues aux partenaires sociaux ;
- 17 mai 2021 : Présentation des orientations retenues aux chefs de groupement (ComDir).

I- Structuration globale

1.1- L'organisation territoriale

L'objectif recherché en matière d'organisation territoriale porte sur l'augmentation de la capacité humaine et organisationnelle des groupements territoriaux. Afin de jouer le rôle primordial de structure de proximité et de relais de la direction, ces groupements doivent pouvoir s'appuyer sur d'avantage de ressources. C'est ainsi qu'il est proposé, afin de concentrer ces ressources tout en gardant une proximité suffisante de conserver deux groupements territoriaux en lieu et place des trois existants jusqu'à présent. Cette structuration permettra en outre de s'adapter de l'organisation administrative du département au niveau des arrondissements.

1.2- La création d'un groupement supplémentaire

La création d'un groupement du pilotage stratégique est envisagée afin de :

- Disposer d'un groupement offrant la capacité de regrouper, synthétiser et suivre dans le temps l'ensemble des indicateurs de pilotage de l'établissement ;
- Contribuer à l'amélioration du pilotage de l'ensemble des groupements ;
- Disposer d'une grande transversalité en étant le relais entre les groupements ;
- Etre en capacité de définir une politique volontariste en matière de sécurité et de qualité de vie en service ainsi qu'en matière de développement du volontariat, domaines affichés comme sujets particulièrement importants au sein du SDIS du Gers, nécessitant un suivi stratégique.

1.3- L'assistance de direction

Il est stratégique de muscler la fonction assistance de direction afin de pouvoir répondre aux objectifs du projet d'établissement en matière d'optimisation du fonctionnement de l'établissement. De même, la fonction communication, mission prenant aujourd'hui un caractère stratégique, serait affectée à l'assistance de direction afin de permettre une réactivité en toutes circonstances. Enfin, la fonction de

conseil dédiée aux référents volontariats sera rattachée directement à la direction existante mais n'apparaissait pas sur l'ancien organigramme.

1.4- Règles et logique de construction de l'organigramme

Les principes établis au moment de la conception de l'organigramme sont, dans leur grande majorité, maintenus. Il en est ainsi par exemple de la concordance entre fonction et grade accessible.

Il est cependant prévu une évolution de ces correspondances dans les groupements dont le grade maximal atteignable par le chef de groupement est le dernier de la catégorie A. Dans ces groupements, il est proposé de rehausser d'un niveau le grade maximal atteignable par les chefs de service et leurs adjoints.

II- Groupement du pilotage stratégique (GPS)

Il s'agit d'un groupement nouveau dont les objectifs principaux sont décrits plus avant. Il serait composé de deux services :

- Le service du pilotage stratégique, de la sécurité et de la qualité de vie en service ;
- Le service de la promotion du volontariat ;

Il serait renforcé par un gestionnaire administratif de groupement dont les missions seraient transversales et viendraient en appui :

- Du chef de groupement (rôle d'assistant),
- Du service du pilotage stratégique, de la sécurité et de la qualité de vie en service (renseignements d'enquêtes, d'indicateurs du contrôle de gestion, SQVS, ...),
- Du service de la promotion du volontariat (gestion des conventions, mise en œuvre de plans d'actions, ...).

En raison de cette grande transversalité, ce poste est « assimilé » à celui d'un chef de bureau avec un régime indemnitaire et un grade maximal atteignable correspondants (B3 ; deuxième grade de la catégorie B).

III- Groupement des affaires administratives et financières (GAAF)

En charge des finances, des marchés et des instances, ce groupement ne serait plus chargé de coordonner :

- Le service de la communication et de la promotion du volontariat (répartis auprès de la direction et du GPS) ;
- Le service de la Formation et Information des Populations et Partenariats Extérieur (affecté au GEEC).

IV- Groupement des effectifs, emplois et compétences (GEEC)

Les modifications apportées à ce groupement sont les suivantes :

- Le rattachement du service FIPPE évoqué plus avant et dont les missions sont étroitement liées à celles du service formation ;
- La transformation du deuxième poste du bureau RH SPV qui porterait l'appellation d'adjoint au chef de bureau et permettrait l'accès au 1^{er} grade du cadre d'emploi des rédacteurs reconnaissant ainsi les spécificités du poste et l'autonomie qu'il demande sur certains sujets particuliers (chancellerie et PFR notamment) ;
- Le passage à temps plein du gestionnaire-logisticien du service formation en raison du besoin de plus en plus prégnant d'une personne à temps complet tant sur le centre départemental de formation qu'à l'appui des autres formations départementales.

V- Groupement des services opérationnels (GSO)

Les modifications proposées portent sur :

- La transformation de postes de secrétariat en chef de bureau afin de tenir compte des sujétions particulières de ces deux postes et de permettre une meilleure répartition des tâches ;
- Le déplacement du chef de bureau prévision dans le service « analyse et prévention des risques » ;
- La création d'un poste d'adjoint au chef de centre CTA également chef de salle CTA en régime mixte (SHR et gardes) ;

Ce poste permettrait, outre la réalisation de missions en service hors rangs (coordination, paramétrage opérationnel...) de disposer d'un capacitairer suffisant en termes de quotité de temps de travail de chef de salle. En effet, la présence de 4 chefs de salle était devenue insuffisante.

VI- Groupement des systèmes d'information et de communication (GSIC)

Ce groupement avait fait l'objet de modifications récentes et ne fait pas l'objet

VII- Groupement des Infrastructures, des Equipements et des Matériels (GIEM)

Compte tenu de l'activité croissante du service « bâtimentaire », il convenait de créer un poste du niveau de chef de bureau dénommé « technicien bâtimentaire » afin de venir en appui des personnels de ce service dans le suivi et la planification des travaux, notamment ceux relatifs au plan pluriannuel de rénovation et de construction des CIS.

Les postes de logisticien en charge, notamment, des navettes (2 postes dont un partagé avec le GEEC) sont transférés vers les échelons de proximité que constituent les groupements territoriaux.

Le poste de gestionnaire de stock « petits matériels » initialement partagé avec le SSSM est porté à temps complet.

VIII- Groupement des Services de Santé et de Secours Médical (SSSM)

Les modifications proposées portent sur :

- L'appellation de groupement par soucis d'homogénéité dans l'organigramme général. Il s'agit plus d'une régularisation car, dans les faits, cette entité était considérée comme un groupement dont le chef était le médecin-chef et l'adjoint le pharmacien-chef.
- Le passage à temps complet de l'assistant administratif qui jusqu'à présent occupait un mi-temps sur ce poste et un mi-temps en qualité de logisticien à la PUI.
- Le poste de logisticien à la PUI sera donc, de facto, occupé à temps complet et non partagé entre plusieurs entités.

IX- Groupement territoriaux Nord et Sud (GTN et GTS)

Chaque groupement territorial serait structuré de manière identique afin que le chef de groupement dispose, pour l'appuyer dans ses missions, de :

- 2 adjoints : 1 SPP et un SPV ;
- 2 assistants administratifs ;
- 1 officier de groupement, chef du centre support du groupement (Condom et Mirande) ;
- Pour le GT Sud, des officiers de groupements, chef des centres dotés de gardes postées (Auch et L'Isle Jourdain) ;
- 1 Officier formation de groupement auquel est adjoint un sous-officier formation de groupement ;
- 1 sous-officier opération de groupement qui serait sous l'autorité de l'officier en charge du volet opération (correspondant du G.S.O. et préventionniste) ;
- 1 gestionnaire-logisticien chargé, notamment, de la réalisation des navettes et de missions à caractère logistique ou de maintenance.

Chaque groupement est subdivisé en 3 compagnies telles que décrites dans l'organigramme général.

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,

Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,

Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,

Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,

Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,

Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,

Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,

Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,

Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,

Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,

Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant

Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,

Monsieur Bernard KSAZ, conseiller départemental, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le

SLOW

ID : 032-283200012-20210614-D_SDIS32_21_027-AR

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,
Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 13 |
| Voix « pour » : | 13 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable du Comité technique du SDIS du 07 juin 2021 ;

VU l'avis favorable du Comité consultatif des SPV du SDIS du 07 juin 2021 ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **VALIDE** les propositions contenues dans le rapport ;
- **ADOpte** les organigrammes des groupements tels qu'annexés.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

25 06 2021

Direction

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le



ID : 032-283200012-20210614-D_SDIS32_21_027-AR

| DIRECTEUR DEPARTEMENTAL | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|----------------------------|--------------------|--|---------------------|-----|------------|-----|
| | Contrôleur Général | | Colonel hors classe | | Colonel | |
| EMPLOI FONCTIONNEL | | | IR | 34 | IR | 34 |
| | | | IF | 5 | IF | 5 |
| | | | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| | | | VL | oui | VL | oui |

| DIRECTEUR ADJOINT | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|--------------------|--------------------|--|---------------------|-----|------------|-----|
| | Contrôleur Général | | Colonel hors classe | | Colonel | |
| EMPLOI FONCTIONNEL | | | IR | 33 | IR | 33 |
| | | | IF | 5 | IF | 5 |
| | | | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| | | | VL | oui | VL | oui |

| Référents volontariat | Grade maxi | Grade mini |
|-----------------------|--------------------|------------|
| | Lieutenant-colonel | Commandant |

| Assistant de direction | RI B1 | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|------------------------|----------|--------------------|-------|--------------------|-------|------------|-------|-----------------------|-------|
| | | Rédacteur ppal 1cl | | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | | Adjoint adm ppal 1 cl | |
| | F | f | 3 | f | 3 | f | 3 | f | 1,5 |
| | | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 |
| | S | S | 1 | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 |
| | E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| | | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 |

| Assistant de direction en charge de la communication | RI B1 à A4 | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|------------------------------------------------------|---------------|------------|-------|--------------------|-------|--------------------|-------|------------|-------|
| | | Attaché | | Rédacteur ppal 1cl | | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | |
| | F | f | 4,5 | f | 3 | f | 3 | f | 3 |
| | | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 |
| | S | S | 3 | S | 1 | S | 1 | S | 1 |
| | E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| | | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 |

| Chef du bureau communication | RI B3 | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade temporaire | |
|------------------------------|----------|--------------------|-------|-------------|-------|-----------------------|-------|
| | | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | | Adjoint adm ppal 1 cl | |
| (*) | F | f | 2 | f | 2 | f | 1,5 |
| | | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 |
| | S | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 |
| | E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| | | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 |

| Assistant administratif | RI C2 | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | |
|-------------------------|----------|-----------------------|-------|-----------------------|-------|---------------|-------|
| | | Adjoint adm ppal 1 cl | | Adjoint adm ppal 2 cl | | Adjoint adm | |
| Agent d'accueil | F | f | 1 | f | 1 | f | 1 |
| | | Manag | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 |
| | S | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| | E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| | | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 |

(*) poste occupé par un agent détenant un grade autre que ceux définis sur l'organigramme - A titre transitoire, les postes peuvent être tenus par des agents détenant un grade inférieur ou supérieur au grade n
 (**) Si adjoint au chef de groupement

Groupement du Pilotage Stratégique

| Chef du Groupement du Pilotage Stratégique | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade mini | |
|--------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------|-----------------|-------------|--------------------|------------|-----------------|------------|--|
| | Lieutenant-colonel | | Commandant | | Commandant | | Capitaine | | Capitaine | |
| IR | 33 | IR | 35 | IR | 30 | IR | 33 | IR | 23 | |
| Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | |
| VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui | |
| Chef de groupement | | Chef de groupement | | Chef de service | | Chef de groupement | | Chef de service | | |

| Gestionnaire administratif et secrétaire du groupement | RI | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade temporaire | |
|--------------------------------------------------------|-------|--------------------|-----------|-------------|-----------------------|------------------|--|
| | B3 | Rédacteur ppal 2cl | Rédacteur | | Adjoint adm ppal 1 cl | | |
| F | f | 2 | f | 2 | f | 1,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 | |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Chef du service du Pilotage Stratégique et de la Sécurité et Qualité de Vie en Service | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------|------------|------------------------|-------------|-----------------|------------|-----------------|------------------|--|
| | Commandant | Capitaine | | Lieutenant hors classe | | Lieutenant 1 cl | | Lieutenant 2cl | | |
| IR | 33 | IR | 23 | IR | 22 | IR | 22 | IR | 20 | |
| Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | |
| VL | Oui | VL | Oui | VL | Non | VL | Non | VL | Non | |
| Adj chef de gpt | | Adj chef de gpt | | Chef de service | | Chef de service | | Officier expert | | |

| Adjoint au chef de service | RI | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|----------------------------|-------|--------------------|--------------------|-------------|-----------|------------|-----------------------|------------------|--|
| | B2 | Rédacteur ppal 1cl | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | | Adjoint adm ppal 1 cl | | |
| F | f | 2,5 | f | 2,5 | f | 2,5 | f | 1,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 1 | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 | |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Chef du service Promotion du volontariat | RI | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|------------------------------------------|---------|-------------------|---------|------------|--------------------|------------------------|--------------------|------------------------|-----------|------------------------|--|
| | B1 à A3 | Attaché principal | Attaché | | Rédacteur ppal 1cl | | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | | |
| F | f | 5 | f | 4,5 | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 3 | S | 3 | S | 1 | S | 1 | S | 1 | |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

(*)

(*) poste occupé par un agent détenant un grade autre que ceux définis sur l'organigramme - A titre transitoire, les postes peuvent être tenus par des agents détenant un grade inférieur ou supérieur au grade mini défini sur l'organigramme
 (**) Si adjoint au chef de groupement

**Groupement des Affaires Administratives et Financières
(G.A.A.F.)**

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le



ID : 032-283200012-20210614-D_SDIS32_21_027-AR

| Chef du Groupement affaires administratives et financières | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade mini | |
|------------------------------------------------------------|--------------------|-----|--------------------|-----|-----------------|-----|--------------------|-----|-----------------|-----|
| | Lieutenant-colonel | | Commandant | | Commandant | | Capitaine | | Capitaine | |
| | IR | 33 | IR | 35 | IR | 30 | IR | 33 | IR | 23 |
| | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui |
| | Chef de groupement | | Chef de groupement | | Chef de service | | Chef de groupement | | Chef de service | |

| Chef du service Comptabilité | RI | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|------------------------------|---------|-------------------|-------|------------|-------|------------------------|-------|------------------------|-------|------------------------|--|
| | B1 à A3 | Attaché principal | | Attaché | | Rédacteur ppal 1cl | | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | |
| F | f | 5 | f | 4,5 | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 3,5 | S | 3 | S | 1 | S | 1 | S | 1 | |
| | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Adjoint au chef de service | RI | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|----------------------------|-------|--------------------|-------|--------------------|-------|------------|-------|-----------------------|--|
| | B2 | Rédacteur ppal 1cl | | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | | Adjoint adm ppal 1 cl | |
| F | f | 2,5 | f | 2,5 | f | 2,5 | f | 1,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 1 | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 | |
| | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Assistant comptable | RI | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|---------------------|-------|-----------------------|-------|-----------------------|-------|-------------|--|
| | C2 | Adjoint adm ppal 1 cl | | Adjoint adm ppal 2 cl | | Adjoint adm | |
| F | f | 1 | f | 1 | f | 1 | |
| | Manag | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 | |
| S | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | |
| | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Chef du service marchés | RI | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|-------------------------|---------|-------------------|-------|------------|-------|------------------------|-------|------------------------|-------|------------------------|--|
| | B1 à A3 | Attaché principal | | Attaché | | Rédacteur ppal 1cl | | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | |
| F | f | 5 | f | 4,5 | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 3,5 | S | 3 | S | 1 | S | 1 | S | 1 | |
| | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Chef de service instances | RI | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|---------------------------|---------|-------------------|-------|------------|-------|------------------------|-------|------------------------|-------|------------------------|--|
| | B1 à A3 | Attaché principal | | Attaché | | Rédacteur ppal 1cl | | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | |
| F | f | 5 | f | 4,5 | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 3,5 | S | 3 | S | 1 | S | 1 | S | 1 | |
| | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

(*) poste occupé par un agent détenant un grade autre que ceux définis sur l'organigramme - A titre transitoire, les postes peuvent être tenus par des agents détenant un grade inférieur ou supérieur au grade mini défini :

(**) Si adjoint au chef de groupement

Groupement des Effectifs, Emplois et Compétences
(G.E.E.C.)

| Chef du Groupement des Effectifs Emplois et des Compétences | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade mini | |
|-------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|---------------------|------------------------|------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Lieutenant-colonel | Commandant | Commandant | Commandant | Capitaine | Capitaine | Capitaine | Capitaine | Capitaine | Capitaine |
| | IR 33 | IR 35 | IR 30 | IR 30 | IR 33 | IR 33 | IR 23 | IR 23 | IR 23 | IR 23 |
| | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 |
| | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui |
| | Adi chef de groupement | Adi chef de groupement | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de groupement | Adi chef de groupement | Adi chef de service |

| Assistant administratif | RI C2 | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|-------------------------|----------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------|-------------|
| | | Adjoint adm ppal 1 ci | Adjoint adm ppal 2 ci | Adjoint adm ppal 1 ci | Adjoint adm ppal 2 ci | Adjoint adm | Adjoint adm |
| | F | f | 1 | f | 1 | f | 1 |
| | Manag | 0 | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 |
| | S | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| | PP | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| | E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 |

| Chef du service formation-sport | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|---------------------------------|-------------------|-------------------|------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| | Commandant | Capitaine | Lieutenant hors classe | Lieutenant 1 ci | Lieutenant 2ci | Lieutenant 1 ci | Lieutenant 2ci | Lieutenant 1 ci | Lieutenant 2ci | Lieutenant 2ci |
| | IR 33 | IR 23 | IR 22 | IR 22 | IR 22 | IR 20 | IR 20 | IR 20 | IR 20 | IR 20 |
| | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 |
| | VL Oui | VL Oui | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non |
| | Adi chef de sport | Adi chef de sport | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Officier expert |

| Chef du bureau des FI et du securisisme | Grade maxi | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------|-----------------|
| | Lieutenant HC | Lieutenant 1 ci | Lieutenant 2ci | Lieutenant 1 ci | Lieutenant 2ci | Lieutenant 2ci |
| | IR 20 | IR 20 | IR 20 | IR 20 | IR 20 | IR 20 |
| | IFTS 8 | IFTS 8 | IFTS 8 | IFTS 8 | IFTS 8 | IFTS 8 |
| | Adi chef de service | Officier Expert | Officier Expert |

| Gestionnaire "formation" | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|--------------------------|-------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| | Adjudant | Sergent | Caporal-chef | Caporal | Caporal | Caporal | Caporal | Caporal |
| | IR 13 | IR 13 | IR 8,5 | IR 8,5 | IR 8,5 | IR 8,5 | IR 8,5 | IR 8,5 |
| | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 |
| | CA 11 ergin | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe |

| Gestionnaire-logisticien | RI C1 | Grade maxi | | Grade moyen 3 | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | | |
|--------------------------|----------|------------------------|-------------------|------------------------|------------------------|---------------|--------------|---------------|-------|------------|-------|---|
| | | Agent de maîtrise ppal | Agent de maîtrise | Adjoint tech ppal 1 ci | Adjoint tech ppal 2 ci | Adjoint tech | Adjoint tech | | | | | |
| | F | f | 1,5 | f | 1,5 | f | 1,5 | f | 1,5 | f | 1,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 |
| | S | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | |
| | PP | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Chef du bureau des formations d'encadrement, des spécialités et du sport | Grade maxi | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| | Lieutenant HC | Lieutenant 1 ci | Lieutenant 2ci | Adjudant | Adjudant | Adjudant |
| | IR 20 | IR 20 | IR 20 | IR 16 | IR 16 | IR 16 |
| | IFTS 8 | IFTS 8 | IFTS 8 | IAT 5, 25 à 8 | IAT 5, 25 à 8 | IAT 5, 25 à 8 |
| | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Officier Expert | Officier Expert | Officier Expert |

| Gestionnaire "formation" | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|--------------------------|-------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| | Adjudant | Sergent | Caporal-chef | Caporal | Caporal | Caporal | Caporal | Caporal |
| | IR 13 | IR 13 | IR 8,5 | IR 8,5 | IR 8,5 | IR 8,5 | IR 8,5 | IR 8,5 |
| | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 |
| | CA 11 ergin | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe | CA 1 équipe |

| Chef de bureau "formation" SPP-PATS | RI B3 | Grade maxi | | Grade mini | | Grade temporaire | | |
|-------------------------------------|----------|--------------------|-----------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------|
| | | Rédacteur ppal 2ci | Rédacteur | Adjoint adm ppal 1 ci | |
| | F | f | 2 | f | 2 | f | 1,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 |
| | S | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 | |
| | PP | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Chef de service des ressources humaines | RI B1 à A3 | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | | |
|-----------------------------------------|---------------|-------------------|------------------------|--------------------|------------------------|---------------|------------------------|---------------|------------------------|------------|------------------------|-------|
| | | Attaché principal | Attaché | Rédacteur ppal 1ci | Rédacteur ppal 2ci | Rédacteur | Rédacteur | | | | | |
| | F | f | 4,5 à 5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 |
| | S | S | 3 à 3,5 ^(*) | S | 1 | S | 1 | S | 1 | S | 1 | |
| | PP | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Adjoint au chef de service | RI B2 | Grade maxi | | Grade mini | | Grade temporaire | | |
|----------------------------|----------|--------------------|--------------------|------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------|
| | | Rédacteur ppal 1ci | Rédacteur ppal 2ci | Rédacteur | Adjoint adm ppal 1 ci | Adjoint adm ppal 1 ci | Adjoint adm ppal 1 ci | |
| | F | f | 2 | f | 2,5 | f | 2,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 |
| | S | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 | |
| | PP | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Chef de Bureau des SPV | RI B3 | Grade maxi | | Grade mini | | Grade temporaire | | |
|------------------------|----------|--------------------|-----------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------|
| | | Rédacteur ppal 2ci | Rédacteur | Adjoint adm ppal 1 ci | |
| | F | f | 2 | f | 2 | f | 1,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 |
| | S | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 | |
| | PP | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Adjoint chef de Bureau des S.P.V. | RI C1 à B3 | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | | |
|-----------------------------------|---------------|------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------|
| | | Rédacteur | Adjoint adm ppal 1 ci | Adjoint adm ppal 2 ci | |
| | F | f | 2 | f | 1,5 | f | 1,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 |
| | S | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 | |
| | PP | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |

| Chef du service Formation et Information des Populations - Partenariats Extérieurs (FIPPE) | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| | Commandant | Capitaine | Lieutenant hors classe | Lieutenant 1 ci | Lieutenant 2ci | Lieutenant 1 ci | Lieutenant 2ci | Lieutenant 1 ci | Lieutenant 2ci | Lieutenant 2ci |
| | IR 33 | IR 23 | IR 22 | IR 22 | IR 22 | IR 20 | IR 20 | IR 20 | IR 20 | IR 20 |
| | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 |
| | VL Oui | VL Oui | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non | VL Non |
| | Adi chef de sport | Adi chef de sport | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Adi chef de service | Officier expert |

| Assistant administratif | RI C2 | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|-------------------------|----------|-----------------------|-----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | Adjoint adm ppal 1 ci | Adjoint adm ppal 2 ci | Adjoint adm | Adjoint adm | Adjoint adm | Adjoint adm |
| | F | f | 1 | f | 1 | f | 1 |
| | Manag | 0 | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 |
| | S | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| | PP | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| | E | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 |

(*) poste occupé par un agent détenant un grade autre que ceux définis sur l'organigramme - A titre transitoire, les postes peuvent être tenus par des agents détenant un grade inférieur ou supérieur au grade mini défini sur l'organigramme
(**) Si adjoint au chef de groupement



Groupement des Services Opérationnels
(G.S.O.)

| Chef du Groupement Services Opérationnels | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade mini | |
|-------------------------------------------|-----|-----------------|-----|-----------------|-----|-----------------|-----|-----------------|-----|-----------------|-----|
| Lieutenant-colonel | | Commandant | | Commandant | | Commandant | | Capitaine | | Capitaine | |
| IR | 33 | IR | 35 | IR | 30 | IR | 33 | IR | 33 | IR | 23 |
| Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui |
| Chef de groupement | | Chef de service | |

| Assistant administratif | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|-------------------------|---|-----------------------|----------|-----------------------|----------|-------------|----------|
| C2 | | Adjoint adm ppal 2 ci | | Adjoint adm ppal 2 ci | | Adjoint adm | |
| F | F | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Manag | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 |
| S | S | 0,5 | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| E | E | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 |
| | | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 |

| Chef de service analyse et prévention des risques | | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|---------------------------------------------------|-----|------------------|-----|------------------------|-----|-----------------|-----|-----------------|-----|------------------|-----|
| Commandant | | Capitaine | | Lieutenant hors classe | | Lieutenant 1 ci | | Lieutenant 2ci | | | |
| IR | 33 | IR | 23 | IR | 22 | IR | 22 | IR | 22 | IR | 20 |
| Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| VL | Oui | VL | Oui | VL | Non | VL | Non | VL | Non | VL | Non |
| Adj chef de gpe | | Chef de service | | Chef de service | | Chef de service | | Chef de service | | Officier expert | |

| Chef du bureau Secrétariat analyse et prévention des risques | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade temporaire | |
|--------------------------------------------------------------|-------|--------------------|----------|-------------|----------|-----------------------|----------|
| B3 | | Rédacteur ppal 2ci | | Rédacteur | | Adjoint adm ppal 1 ci | |
| F | F | 2 | 2 | F | 2 | F | 1,5 |
| Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 |
| S | S | 1 | 1 | S | 1 | S | 0,5 |
| E | E | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 |
| | | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 |

| Préventionniste | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|----------------------------|----|----------------------------|----|-----------------|----|------------|----|
| Lieutenant hors classe | | Lieutenant 1 ci | | Lieutenant 2ci | | | |
| IR | 20 | IR | 20 | IR | 20 | IR | 20 |
| IFTS | 8 | IFTS | 8 | IFTS | 8 | IFTS | 8 |
| adjoint au chef de service | | adjoint au chef de service | | Officier Expert | | | |

| Préventionniste | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|------------------------|----|-----------------|----|-----------------|----|------------|----|
| Lieutenant hors classe | | Lieutenant 1 ci | | Lieutenant 2ci | | | |
| IR | 20 | IR | 20 | IR | 20 | IR | 20 |
| IFTS | 8 | IFTS | 8 | IFTS | 8 | IFTS | 8 |
| Officier expert | | Officier expert | | Officier Expert | | | |

| Chef de bureau prévision | | Grade maxi | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|--------------------------|-----|-----------------|-----|----------------|----------|------------------|--|
| Lieutenant 1 ci | | Lieutenant 2ci | | Adjudant | | | |
| IR | 20 | IR | 20 | IR | 16 | | |
| Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | IAT | 5,25.3.8 | | |
| VL | Non | VL | Non | VL | Non | | |
| Officier expert | | Officier expert | | S/off de garde | | | |

| Chef du service SIG | | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|---------------------|-----|---------------------|----------|------------|----------|----------------|----------|----------------|----------|------------|----------|
| B1.3A3 | | Ingénieur principal | | Ingénieur | | Tech ppal 1 ci | | Tech ppal 2 ci | | Technicien | |
| F | F | 5 | 5 | 4,5 | 4 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Manag | 0.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.1 | Manag | 0.1 | Manag | 0.1 | Manag | 0.1 |
| S | S | 2,5 | 2 | 2 | 1 | S | 1 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| E | E | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 |
| | | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 |

| Chef du service préparation et mise en œuvre opérationnelle | | Grade maxi (adj) | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|-------------------------------------------------------------|-----|------------------|-----|------------------------|-----|-----------------|-----|-----------------|-----|------------------|-----|
| Commandant | | Capitaine | | Lieutenant hors classe | | Lieutenant 1 ci | | Lieutenant 2ci | | | |
| IR | 33 | IR | 23 | IR | 22 | IR | 22 | IR | 22 | IR | 20 |
| Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| VL | Oui | VL | Oui | VL | Non | VL | Non | VL | Non | VL | Non |
| Adj chef de gpe | | Chef de service | | Chef de service | | Chef de service | | Chef de service | | Officier expert | |

| Chef du bureau Secrétariat préparation et mise en œuvre opérationnelle | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade temporaire | |
|------------------------------------------------------------------------|-------|--------------------|----------|-------------|----------|-----------------------|----------|
| B3 | | Rédacteur ppal 2ci | | Rédacteur | | Adjoint adm ppal 1 ci | |
| F | F | 2 | 2 | F | 2 | F | 1,5 |
| Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 |
| S | S | 1 | 1 | S | 1 | S | 0,5 |
| E | E | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 |
| | | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 |

| Chef de bureau - coordinations des applications opérationnelles | | Grade maxi | | Grade mini | | Grade temporaire | | Grade temporaire | |
|-----------------------------------------------------------------|-------|----------------|----------|------------|----------|------------------------|----------|-------------------|----------|
| B3 | | Tech ppal 2 ci | | Technicien | | Agent de maîtrise ppal | | Agent de maîtrise | |
| F | F | 2 | 2 | F | 2 | F | 1,5 | F | 1,5 |
| Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 |
| S | S | 1 | 1 | S | 1 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| E | E | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 |
| | | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 |

| Chef de centre C.T.A./CODIS | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|-----------------------------|-----|-----------------|-----|----------------|-----|------------|--|
| Lieutenant hors classe | | Lieutenant 1 ci | | Lieutenant 2ci | | | |
| IR | 22 | IR | 22 | IR | 22 | | |
| Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | | |
| VL | Non | VL | Non | VL | Non | | |
| Chef de centre | | Chef de centre | | Chef de centre | | | |

| Adjoint au chef de centre et chef de salle | | Grade maxi | | Grade provisoire | |
|--------------------------------------------|----|-----------------|----|------------------|--|
| Lieutenant 1 ci | | Lieutenant 2 ci | | | |
| IR | 20 | IR | 19 | | |
| IFTS | 6 | IFTS | 6 | | |
| Adjoint au chef de centre | | Chef de salle | | | |

| 4 Chefs de salle CTA/CODIS | | Grade maxi | | Grade provisoire | |
|----------------------------|----|----------------|-------|------------------|--|
| Lieutenant 2 ci | | Adjudant | | | |
| IR | 19 | IR | 16 | | |
| IFTS | 6 | IAT | 2.3.8 | | |
| Chef de salle | | S/off de garde | | | |

| Opérateurs CTA/CODIS | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade Mini | |
|----------------------|-------|-------------------|----------|------------------------|----------|------------------------|----------|--------------|----------|
| C1 | | Agent de maîtrise | | Adjoint tech ppal 1 ci | | Adjoint tech ppal 2 ci | | Adjoint tech | |
| F | F | 1,5 | 1,5 | F | 1,5 | F | 1,5 | F | 1,5 |
| Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 | Manag | 0.3.1 |
| S | S | 0,5 | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| E | E | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 | PP 1.3.3 |
| | | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 | Exp 0.2 |

| Opérateurs CTA/CODIS | | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|----------------------|-------|----------------|-------|------------------------|-------|------------|--|
| Sergent | | Caporal-chef | | Caporal | | | |
| IR | 10 | IR | 10 | IR | 7,5 | | |
| IAT | 2.3.8 | IAT | 2.3.8 | IAT | 2.3.8 | | |
| chef opérateur | | chef opérateur | | opérateur de salle op. | | | |

| | |
|---------------------|--------|
| Opérateur CTA/CODIS | S.P.V. |
|---------------------|--------|

(*) poste occupé par un agent détenteur un grade autre que ceux définis sur l'organigramme - A titre transitoire, les postes peuvent être tenus par des agents détenteur un grade inférieur ou supérieur au grade mini défini sur l'organigramme
 (***) Si adjoint au chef de groupement
 (****) Poste pouvant être occupé transitoirement par des agents ne relevant pas de la filière SP (dispositif conservé à titre individuel qui s'éteindra avec le départ de l'agent en poste)

Groupement des Services d'Information et de Communication (G.S.I.C.)

| Chef du Groupement des syst d'information et de communication | RI | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|---------------------------------------------------------------|------------|--------------|------------|----------------|------------|------------|--|
| | A2 | Ingénieur HC | | Ingénieur ppal | | Ingénieur | |
| F | f | 6 | f | 6 | f | 6 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 4 | S | 4 | S | 4 | |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |
| Astreintes | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | |

| Chef de service logiciels et applicatifs métiers | RI | Grade maxi (adjoint) | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|--------------------------------------------------|------------|----------------------|------------|------------|------------|------------------------|------------|------------------------|------------|------------------------|--|
| | B1 à A3 | Ingénieur ppal | | Ingénieur | | Tech ppal 1 cl | | Tech ppal 2 cl | | Technicien | |
| F | f | 5 | f | 4,5 | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 3,5 | S | 3 | S | 1 | S | 1 | S | 1 | |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |
| Astreintes | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | |

| Gestionnaire SIC | RI | Grade maxi | | Grade moyen 3 | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|------------------|------------|------------------------|------------|-------------------|------------|------------------------|------------|------------------------|------------|--------------|--|
| | C1 | Agent de maîtrise ppal | | Agent de maîtrise | | Adjoint tech ppal 1 cl | | Adjoint tech ppal 2 cl | | Adjoint tech | |
| F | f | 1,5 | f | 1,5 | f | 1,5 | f | 1,5 | f | 1,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 | |
| S | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |
| Astreintes | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | |

| Chef de service administration systèmes et réseaux | RI | Grade maxi (adjoint) | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|----------------------------------------------------|------------|----------------------|------------|------------|------------|------------------------|------------|------------------------|------------|------------------------|--|
| | B1 à A3 | Ingénieur ppal | | Ingénieur | | Tech ppal 1 cl | | Tech ppal 2 cl | | Technicien | |
| F | f | 5 | f | 4,5 | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 3,5 | S | 3 | S | 1 | S | 1 | S | 1 | |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |
| Astreintes | Astreintes | non | Astreintes | non | Astreintes | non | Astreintes | non | Astreintes | non | |

| Chef de service moyens d'alerte et de transmission | RI | Grade maxi (adjoint) | | Grade maxi | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|----------------------------------------------------|------------|----------------------|------------|------------|------------|------------------------|------------|------------------------|------------|------------------------|--|
| | B1 à A3 | Ingénieur ppal | | Ingénieur | | Tech ppal 1 cl | | Tech ppal 2 cl | | Technicien | |
| F | f | 5 | f | 4,5 | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | f | 3 à 3,5 ^(*) | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 3,5 | S | 3 | S | 1 | S | 1 | S | 1 | |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |
| Astreintes | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | |

| Adjoint au chef de service | RI | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | | Grade temporaire | | Grade temporaire | |
|----------------------------|------------|----------------|------------|----------------|------------|------------|------------|------------------------|------------|-------------------|--|
| | B2 | Tech ppal 1 cl | | Tech ppal 2 cl | | Technicien | | Agent de maîtrise ppal | | Agent de maîtrise | |
| F | f | 2,5 | f | 2,5 | f | 2,5 | f | 1,5 | f | 1,5 | |
| | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | |
| S | S | 1 | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 | S | 0,5 | |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | |
| | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | |
| Astreintes | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | |

(*) poste occupé par un agent détenant un grade autre que ceux définis sur l'organigramme - A titre transitoire, les postes peuvent être tenus par des agents détenant un grade inférieur ou supérieur au grade mini défini sur l'organigramme
 (**) Si adjoint au chef de groupement

Groupement des Infrastructures, des Equipements et des Matériels (G.I.E.M.)

| Chef du Groupement des Infrastructures, Equipements et Matériels | Grade maxi | Grade moyen | | Grade mini | |
|------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | Lieutenant-colonel | Commandant | Commandant | Capitaine | Capitaine |
| IR | 33 | IR | 35 | IR | 30 |
| Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui |
| Chef de groupement | Chef de groupement | Chef de service | Chef de service | Chef de service | Chef de service |

| Chef du service des infrastructures | RI | Grade maxi (adjoint) | Grade moyen | Grade moyen 2 | Grade moyen 1 | Grade mini |
|-------------------------------------|------------|----------------------|-------------|----------------|----------------|------------------------|
| | B1 à A3 | Ingénieur ppal | Ingénieur | Tech ppal 1 cl | Tech ppal 2 cl | Technicien |
| F | f | 5 | f | 4,5 | f | 3 à 3,5 ^(*) |
| S | S | 3,5 | S | 3 | S | 1 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

| Chef de bureau | RI | Grade maxi | Grade mini | Grade temporaire |
|----------------|------------|--------------------|------------|-----------------------|
| | B3 | Rédacteur ppal 2cl | Rédacteur | Adjoint adm ppal 1 cl |
| F | f | 2 | f | 1,5 |
| S | S | 1 | S | 0,5 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

| Adjoint au chef du service des infrastructures | RI | Grade maxi | Grade moyen | Grade mini | Grade temporaire | Grade temporaire |
|------------------------------------------------|------------|----------------|----------------|------------|------------------------|-------------------|
| | B2 | Tech ppal 1 cl | Tech ppal 2 cl | Technicien | Agent de maîtrise ppal | Agent de maîtrise |
| F | f | 2,5 | f | 2,5 | f | 1,5 |
| S | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

| Technicien bâtimentaire | RI | Grade maxi | Grade mini | Grade temporaire |
|-------------------------|------------|---------------------|------------|-----------------------------|
| | B3 | Technicien ppal 2cl | Technicien | Adjoint technique ppal 1 cl |
| F | f | 2 | f | 1,5 |
| S | S | 1 | S | 0,5 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

| Gestionnaire-logisticien | RI | Grade maxi | Grade moyen 3 | Grade moyen 2 | Grade moyen 1 | Grade mini |
|--------------------------|------------|------------------------|-------------------|------------------------|------------------------|--------------|
| | C1 | Agent de maîtrise ppal | Agent de maîtrise | Adjoint tech ppal 1 cl | Adjoint tech ppal 2 cl | Adjoint tech |
| F | f | 1,5 | f | 1,5 | f | 1,5 |
| S | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

| Chef du service des équipements et des matériels | RI | Grade maxi (adjoint) | Grade maxi | Grade moyen 2 | Grade moyen 1 | Grade mini |
|--------------------------------------------------|------------|----------------------|------------|----------------|----------------|------------------------|
| | B1 à A3 | Ingénieur ppal | Ingénieur | Tech ppal 1 cl | Tech ppal 2 cl | Technicien |
| F | f | 5 | f | 4,5 | f | 3 à 3,5 ^(*) |
| S | S | 3,5 | S | 3 | S | 1 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

| Chef de bureau | RI | Grade maxi | Grade mini | Grade temporaire |
|----------------|------------|--------------------|------------|-----------------------|
| | B3 | Rédacteur ppal 2cl | Rédacteur | Adjoint adm ppal 1 cl |
| F | f | 2 | f | 1,5 |
| S | S | 1 | S | 0,5 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

| Adjoint au chef du service des équipements et du matériels | RI | Grade maxi | Grade moyen | Grade mini | Grade temporaire | Grade temporaire |
|------------------------------------------------------------|------------|----------------|----------------|------------|------------------------|-------------------|
| | B2 | Tech ppal 1 cl | Tech ppal 2 cl | Technicien | Agent de maîtrise ppal | Agent de maîtrise |
| F | f | 2,5 | f | 2,5 | f | 1,5 |
| S | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

| Gestionnaire des stocks Habillement | RI | Grade maxi | Grade moyen 3 | Grade moyen 2 | Grade moyen 1 | Grade mini |
|-------------------------------------|------------|------------------------|-------------------|------------------------|------------------------|--------------|
| | C1 | Agent de maîtrise ppal | Agent de maîtrise | Adjoint tech ppal 1 cl | Adjoint tech ppal 2 cl | Adjoint tech |
| F | f | 1,5 | f | 1,5 | f | 1,5 |
| S | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

| Gestionnaire des stocks Petit matériel | RI | Grade maxi | Grade moyen 3 | Grade moyen 2 | Grade moyen 1 | Grade mini |
|----------------------------------------|------------|------------------------|-------------------|------------------------|------------------------|--------------|
| | C1 | Agent de maîtrise ppal | Agent de maîtrise | Adjoint tech ppal 1 cl | Adjoint tech ppal 2 cl | Adjoint tech |
| F | f | 1,5 | f | 1,5 | f | 1,5 |
| S | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| E | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| Astreintes | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui | Astreintes | Oui |

(**) poste occupé par un agent détenant un grade autre que ceux définis sur l'organigramme - A titre transitoire, les postes peuvent être tenus par des agents détenant un grade inférieur ou supérieur au grade mini défini sur l'organigramme
 (***) Si adjoint au chef de groupement

**Groupement des Services de Santé et de Secours Médical
(S.S.S.M.)**

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le



ID : 032-283200012-20210614-D_SDIS32_21_027-AR

| Médecin-chef | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|--------------------|----------------------------------|-----|---------------------|-----|-------------------------------------------------|-----|
| | Médecin de classe exceptionnelle | | Médecin hors classe | | Médecin de classe normale | |
| Chef de groupement | IR | 34 | IR | 34 | IR | 33 |
| | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui |
| | Médecin chef | | Médecin chef | | médecin-chef adjoint (médecin-chef par intérim) | |

| Médecin-chef adjoint | Grade maxi | | Grade mini | |
|----------------------|-----------------------|--|-----------------------|--|
| | Med-Lcl | | Med-cdt | |
| S.P.V. | Indemnité de fonction | | Indemnité de fonction | |

| Pharmacien-chef Gestionnaire PUI | Grade maxi | | Grade mini | | Grade mini | |
|----------------------------------|-----------------------------|-----|------------------------------|-----|-------------------------------------------------------|-----|
| | Pharmacien hors classe | | Pharmacien de classe normale | | Pharmacien de classe normale | |
| Adjoint au chef de groupement | IR | 34 | IR | 34 | IR | 33 |
| | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| | VL | Oui | VL | Oui | VL | Oui |
| | Pharmacien chef, Gérant PUI | | Pharmacien gérant de PUI | | pharmacien-chef adjoint (Pharmacien chef par intérim) | |

| Gestionnaire des stocks Pharmacie | RI | Grade maxi | | Grade moyen 3 | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|----------------------------------------------------|----|------------------------|-------|-------------------|-------|------------------------|-------|------------------------|-------|--------------|-------|
| | | Agent de maîtrise ppal | | Agent de maîtrise | | Adjoint tech ppal 1 cl | | Adjoint tech ppal 2 cl | | Adjoint tech | |
| mi-temps-P.U.I.-mi-temps- GHEM temps complet | C1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 |
| | | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| | | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| | | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 |
| | | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui | Astreintes | oui |

| Pharmacien-chef adjoint | Grade maxi | | Grade mini | |
|-------------------------|-----------------------|--|-----------------------|--|
| | Phar-cdt | | Phar-cne | |
| S.P.V. | Indemnité de fonction | | Indemnité de fonction | |

| Vétérinaire-chef | Grade maxi | | Grade mini | |
|------------------|-----------------------|--|-----------------------|--|
| | Vet-Lcl | | Vet-cdt | |
| S.P.V. | Indemnité de fonction | | Indemnité de fonction | |

| Infirmier-chef | Grade maxi | | Grade moyen 3 | | Grade moyen 2 | | Grade moyen 1 | | Grade mini | |
|----------------|-----------------------------|-----|-----------------------------|-----|------------------------|-----|--------------------------------|-----|-----------------------------------------|-----|
| | Cadre de santé 1ère classe | | Cadre de santé 2ème classe | | Infirmier hors classe | | Infirmier de classe supérieure | | Infirmier de classe normale | |
| SPP A | IR | 31 | IR | 31 | IR | 22 | IR | 22 | IR | 20 |
| | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 | Logt/IFTS | 8 |
| | VL | oui | VL | oui | VL | oui | VL | oui | VL | oui |
| | cadre de santé de chefferie | | cadre de santé de chefferie | | infirmier de chefferie | | infirmier de chefferie | | Infirmier de gpt (inf-chef par intérim) | |

| Chef de bureau secrétariat médical | RI | Grade maxi | | Grade mini | | Grade temporaire | |
|------------------------------------|----|--------------------|-------|------------|-------|-----------------------|-------|
| | | Rédacteur ppal 2cl | | Rédacteur | | Adjoint adm ppal 1 cl | |
| Adm C | B3 | f | 2 | f | 2 | f | 1,5 |
| | | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 | Manag | 0 à 1 |
| | | S | 1 | S | 1 | S | 0,5 |
| | | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| | | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 |

| Assistant administratif | RI | Grade maxi | | Grade moyen | | Grade mini | |
|-------------------------|----|-----------------------|-------|-----------------------|-------|-------------|-------|
| | | Adjoint adm ppal 1 cl | | Adjoint adm ppal 2 cl | | Adjoint adm | |
| Adm C | C2 | f | 1 | f | 1 | f | 1 |
| | | Manag | 0 | Manag | 0 | Manag | 0 |
| | | S | 0,5 | S | 0,5 | S | 0,5 |
| | | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 | PP | 1 à 3 |
| | | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 | Exp | 0 à 2 |

**Groupement Territorial Nord
(G.T.N.)**

| Chef du Groupement Territorial NORD | Grade maxi | Grade moyen | Grade moyen | Grade mini | Grade mini |
|-------------------------------------|--------------------|--------------------|-----------------|--------------------|-----------------|
| | SPP A | Lieutenant-colonel | Commandant | Commandant | Capitaine |
| | IR 33 | IR 35 | IR 30 | IR 33 | IR 23 |
| | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 |
| | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui |
| | Chef de groupement | Chef de groupement | Chef de service | Chef de groupement | Chef de service |

| Adjoint au chef de Groupement | Grade maxi (adj) | Grade maxi | Grade moyen | Grade mini | Grade temporaire |
|-------------------------------|------------------|-----------------|------------------------|-----------------|------------------|
| SPP A | Commandant | Capitaine | Lieutenant hors classe | Lieutenant 1 cl | Lieutenant 2cl |
| | IR 33 | IR 23 | IR 22 | IR 22 | IR 20 |
| | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 |
| | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Oui | VL Non |
| | Adj chef de ggt | Chef de service | Chef de service | Chef de service | Officier expert |

| Adjoint au chef de Groupement | Grade maxi | Grade mini |
|-------------------------------|-----------------|-----------------|
| S.P.V. | Commandant | Capitaine |
| | VL Oui | VL Oui |
| | Adj chef de ggt | Adj chef de ggt |

| Assistant administratif | RI | Grade maxi | Grade moyen | Grade mini |
|-------------------------|-------|-----------------------|-----------------------|-------------|
| Adm C | C2 | Adjoint adm ppal 1 cl | Adjoint adm ppal 2 cl | Adjoint adm |
| | F | f 1 | f 1 | f 1 |
| | Manag | 0 | Manag 0 | Manag 0 |
| | S | S 0,5 | S 0,5 | S 0,5 |
| | PP | 1 à 3 | PP 1 à 3 | PP 1 à 3 |
| | E | Exp 0 à 2 | Exp 0 à 2 | Exp 0 à 2 |

| Assistant administratif | RI | Grade maxi | Grade moyen | Grade mini |
|-------------------------|-------|-----------------------|-----------------------|-------------|
| Adm C | C2 | Adjoint adm ppal 1 cl | Adjoint adm ppal 2 cl | Adjoint adm |
| | F | f 1 | f 1 | f 1 |
| | Manag | 0 | Manag 0 | Manag 0 |
| | S | S 0,5 | S 0,5 | S 0,5 |
| | PP | 1 à 3 | PP 1 à 3 | PP 1 à 3 |
| | E | Exp 0 à 2 | Exp 0 à 2 | Exp 0 à 2 |

| Gestionnaire-logisticien | RI | Grade maxi | Grade moyen 3 | Grade moyen 2 | Grade moyen 1 | Grade mini |
|--------------------------|-------|------------------------|-------------------|------------------------|------------------------|--------------|
| Tech C | C1 | Agent de maîtrise ppal | Agent de maîtrise | Adjoint tech ppal 1 cl | Adjoint tech ppal 2 cl | Adjoint tech |
| | F | f 1,5 | f 1,5 | f 1,5 | f 1 | f 1 |
| | Manag | 0 à 1 | Manag 0 à 1 | Manag 0 | Manag 0 | Manag 0 |
| | S | S 0,5 | S 0,5 | S 0,5 | S 0,5 | S 0,5 |
| | PP | 1 à 3 | PP 1 à 3 | PP 1 à 3 | PP 1 à 3 | PP 1 à 3 |
| | E | Exp 0 à 2 | Exp 0 à 2 | Exp 0 à 2 | Exp 0 à 2 | Exp 0 à 2 |

| Officier de groupement, chef de centre de CONDOM | Grade maxi | Grade moyen | Grade mini |
|--------------------------------------------------|------------------------|-----------------|----------------|
| SPP B | Lieutenant hors classe | Lieutenant 1 cl | Lieutenant 2cl |
| | IR 22 | IR 22 | IR 22 |
| | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 |
| | VL Oui | VL Oui | VL Oui |
| | Chef de service | Chef de service | Chef de centre |

| CONDOM | | | | |
|----------------------------------|------------|-------------|------------|-------|
| Sous officier de garde SPP C | Grade | | | |
| | Adjudant | | | |
| | IR | 16 | | |
| | IAT | 2 à 8 | | |
| Sous off de garde | | | | |
| Sous officier de garde SPP C | Grade | | | |
| | Adjudant | | | |
| | IR | 16 | | |
| | IAT | 2 à 8 | | |
| Sous off de garde | | | | |
| Chef d'agrès SPP C | Grade maxi | | Grade mini | |
| | Adjudant | | Sergent | |
| | IR | 13 | IR | 13 |
| | IAT | 2 à 8 | IAT | 2 à 8 |
| CA tt engin | | CA 1 équipe | | |
| Chef d'agrès tout engin SPP C | Grade maxi | | Grade mini | |
| | Adjudant | | Sergent | |
| | IR | 13 | IR | 13 |
| | IAT | 2 à 8 | IAT | 2 à 8 |
| CA tt engin | | CA 1 équipe | | |

| Officier formation de groupement | Grade maxi | Grade moyen | Grade mini |
|----------------------------------|------------------------|-----------------|----------------|
| SPP B | Lieutenant hors classe | Lieutenant 1 cl | Lieutenant 2cl |
| | IR 22 | IR 22 | IR 22 |
| | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 | Logt/IFTS 8 |
| | VL Oui | VL Oui | VL Oui |
| | Chef de service | Chef de service | Chef de centre |

| Sous-officier formation de groupement | Grade maxi | Grade mini |
|---------------------------------------|-------------------|---------------------------|
| SPP C | Adjudant | Sergent |
| | IR 16 | IR 13 |
| | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 |
| | Sous off de garde | CA 1 équipe / CA tt engin |

| Sous-officier opération de groupement | Grade maxi | Grade mini |
|---------------------------------------|-------------------|---------------------------|
| SPP C | Adjudant | Sergent |
| | IR 16 | IR 13 |
| | IAT 2 à 8 | IAT 2 à 8 |
| | Sous off de garde | CA 1 équipe / CA tt engin |

| TENAREZE (6 C15) | CONDOM |
|------------------|-------------------|
| | COURRENSAN |
| | LANNEPAX |
| | LA ROMIEU |
| | SAINT PUY |
| | VALENCE SUR BAÏSE |

| ARMAGNAC (8 C15) | EAUZE |
|------------------|-------------------|
| | CASTELNAU D'AUZAN |
| | CAZALBON |
| | FOURCES |
| | GONDRIN |
| | LE HOUGA |
| | MONTREAL |
| | NOGARO |

| LOMAGNE (6 C15) | FLEURANCE |
|-----------------|------------|
| | COLOGNE |
| | LECTOURE |
| | MAUVEZIN |
| | MIRADOUX |
| | SAINT CLAR |

(*) poste occupé par un agent détenant un grade autre que ceux définis sur l'organigramme - A titre transitoire, les postes peuvent être tenus par des agents détenant un grade inférieur ou supérieur au grade mini défini sur l'organigramme
 (**) Si adjoint au chef de groupement



Groupement Territorial SUD (G.T.S.)

Table with 5 columns: Grade max, Grade moyen, Grade min, Grade min, Grade min. Rows include SPP A and various ranks like Lieutenant hors classe, Capitaine, etc.

Table with 6 columns: Grade max (SPP A), Grade max, Grade moyen, Grade min, Grade min, Grade temporaire. Rows include Commandant, Capitaine, Lieutenant hors classe, etc.

Table with 2 columns: Grade max, Grade min. Rows include Commandant, Capitaine, Adjoint au 1er gradé.

Table with 3 columns: Grade max, Grade moyen, Grade min. Rows include Adjoint au 1er gradé, Adjoint au 2nd gradé, Adjoint 3ème, etc.

Table with 3 columns: Grade max, Grade moyen, Grade min. Rows include Adjoint au 1er gradé, Adjoint au 2nd gradé, Adjoint 3ème, etc.

Table with 6 columns: Grade max, Grade moyen 1, Grade moyen 2, Grade moyen 1, Grade min. Rows include Agente de maîtrise 1er, Agente de maîtrise, Agente tech 1er, etc.

Table with 3 columns: Grade max, Grade moyen, Grade min. Rows include Lieutenant hors classe, Lieutenant 1er, Lieutenant 2nd.

Table with 3 columns: Grade max, Grade moyen, Grade min. Rows include Lieutenant hors classe, Lieutenant 1er, Lieutenant 2nd.

Table with 2 columns: Grade max, Grade min. Rows include Adjoint, Sergeant, Sous-off de garde.

Table with 2 columns: Grade max, Grade min. Rows include Adjoint, Sergeant, Sous-off de garde.

Table with 3 columns: Grade max, Grade moyen, Grade min. Rows include Capitaine, Lieutenant hors classe, Lieutenant 1er.

Large grid of tables for various ranks and positions including Adjoint au chef de CS, Sous-officier de garde, Chef d'équipe, etc.

Table with 3 columns: Grade max, Grade moyen, Grade min. Rows include Lieutenant hors classe, Lieutenant 1er, Lieutenant 2nd.

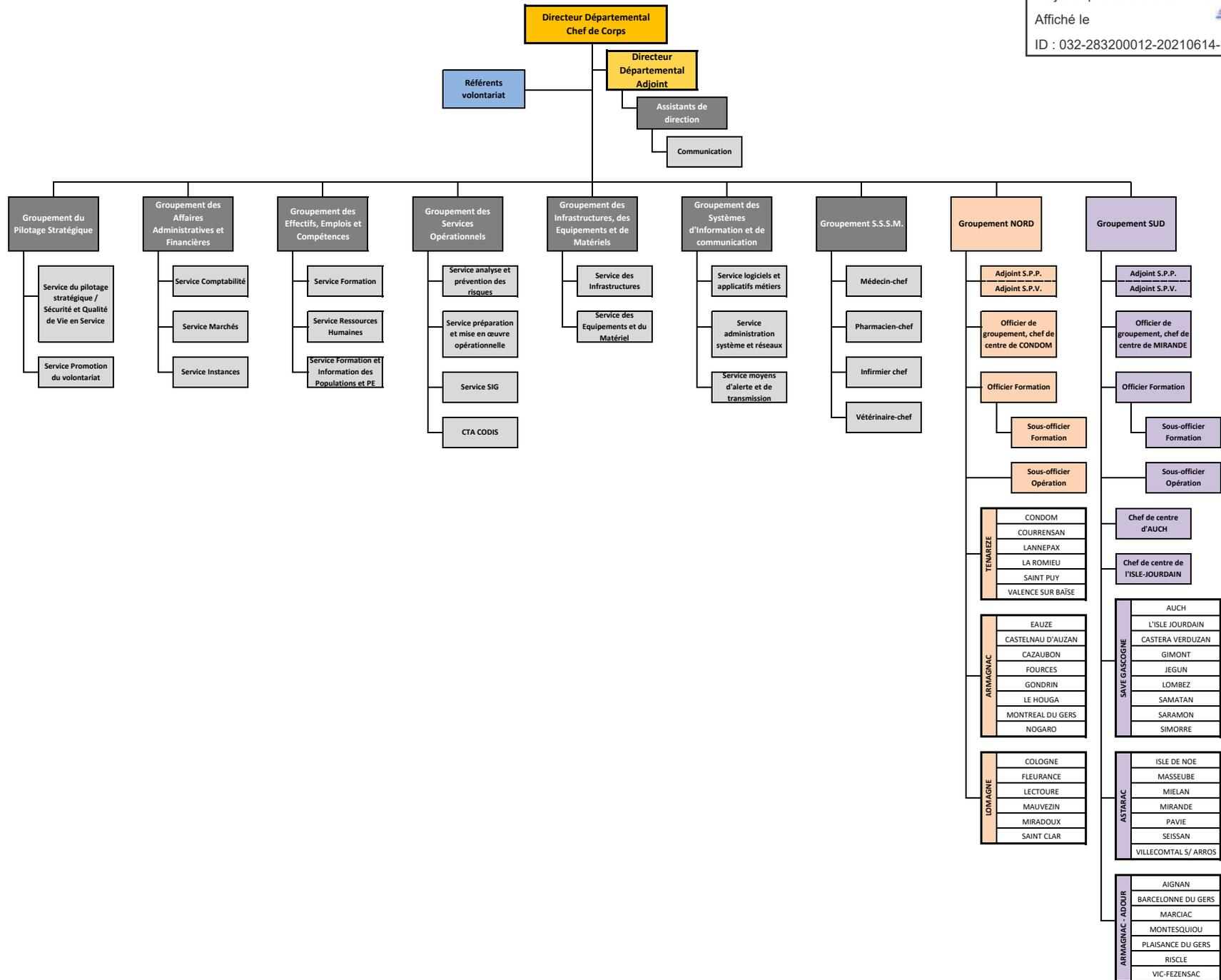
Tables for 'L'YSE JOURDAN' including Sous-officier de garde and Chef d'équipe.

- List of municipalities: AUCH, CASTRA VERDIZAN, SÈLE JOURDAN, BÉGIN, DOMÈRE, SARRAMON, MAREMME, MARCÈRE.

- List of municipalities: SÈLE DE NOË, MAREMME, MAREMME, MARCÈRE, MARCÈRE, MARCÈRE.

- List of municipalities: AUCHAN, MAREMME DU GERS, MARCÈRE, MONTMAGNON, MAREMME DU GERS, BÉGIN, SÈLE.

(*) poste occupé par un agent détenteur un grade autre que ceux définis sur l'organigramme. A titre transitoire, les postes peuvent être occupés par des agents détenteurs un grade inférieur au supérieur ou au grade min défini sur l'organigramme.



**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS****14 juin 2021****DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-028****ATTRIBUTION DU LABEL « EMPLOYEUR PARTENAIRE »
DES DIPLÔMES « ORGANISME PARTENAIRE »
ET « ORGANISME PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ »****SUPPORTS ET OBJETS PUBLICITAIRES****SOIRÉE DES LABELS****ANNÉE 2021****RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION****I- Attribution du label « Employeur partenaire des sapeurs-pompiers » et des diplômes « Organisme partenaire » et « Organisme partenaire privilégié ».**

Alors que deux fois plus d'interventions sont réalisées en période diurne les jours ouvrés, deux fois moins de sapeurs-pompiers sont disponibles sur cet intervalle pour assurer la sécurité des gersois.

L'engagement citoyen des employeurs de sapeurs-pompiers, libérant leur(s) salarié(s) sapeur(s)-pompiers) volontaire(s) pendant le temps de travail, permet de porter secours à nos concitoyens.

Il convient donc de les remercier de leur soutien.

1 – Attribution du label « Employeur partenaire des sapeurs-pompiers »

Le Ministère de l'Intérieur a mis en place le Label « Employeur Partenaire des Sapeurs-Pompiers », qui récompense et valorise les employeurs engagés dans le soutien au volontariat.

Conformément à la délibération du conseil d'administration du SDIS n°2009-43 du 6 juillet 2009, les chefs de centres et de groupements du département ont proposé une liste d'employeurs de sapeurs-pompiers volontaires méritants sur leurs secteurs.

Le service Communication et promotion du volontariat a procédé à la notation des employeurs suivant la grille de notation en vigueur dans le département.

Six employeurs ont ainsi été retenus pour un renouvellement de label « Employeur partenaire des sapeurs-pompiers », ainsi que deux nouveaux employeurs pouvant prétendre à la labélisation.

Le classement départemental pour le label « Employeur partenaire des sapeurs-pompiers » est le suivant.

| Nouveaux employeurs - Labels Employeurs partenaires 2021 | | |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------|
| compagnies | employeurs | nombre de points |
| BAS ARMAGNAC ADOUR | MAIRIE DE BARCELONNE DU GERS | 55 |
| SAVE GIMONE | MAIRIE DE COLOGNE | 43 |

| Renouvellements - Labels Employeurs partenaires | | |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------|
| compagnies | employeurs | nombre de points |
| ASTARAC | MAIRIE DE MARCIAC | 56 |
| GASCOGNE | MAIRIE DE SARAMON | 49 |
| ASTARAC | SIAEP VILLECOMTAL | 47 |
| ARMAGNAC | MAIRIE DE CASTELNAU-D'AUZAN LABARRERE | 43 |
| ARMAGNAC | MAIRIE DE CAZAUBON | 46 |
| ASTARAC | MAIRIE DE L'ISLE DE NOE | 42 |

2 – Attribution du diplôme « Organisme partenaire »

En outre, notre instance a souhaité étendre cette reconnaissance à des organismes ne cumulant pas assez de points pour l'obtention du diplôme susvisé.

De ce fait, conformément à la délibération n°D-SDIS32-15-065 du 11 décembre 2015, onze renouvellements et un nouvel employeur ont été retenus pour ce diplôme.

Le classement départemental pour l'attribution du diplôme « Organisme partenaire » est le suivant :

| Nouveaux Organismes partenaires 2021 | | |
|---------------------------------------------|----------------------------|------------------|
| compagnie | employeur | nombre de points |
| SAVE-GIMONE | TRANSPORTS CHABANON | 35 |

| Renouvellements - Organismes partenaires 2021 | | |
|------------------------------------------------------|-----------------------------|------------------|
| compagnie | employeur | nombre de points |
| BAS ARMAGNAC ADOUR | LES CHARMETTES | 34 |
| SAVE-GIMONE | RESIDENCE ALLIANCE | 31 |
| BAS ARMAGNAC ADOUR | EARL DESJARDINS | 25 |
| GASCOGNE | GARAGE RENAULT-JEGUN | 26 |
| SAVE-GIMONE | GAEC LABARTHASSE | 25 |
| SAVE-GIMONE | ALLIOTECH | 25 |
| ARMAGNAC | COORDONNERIE BOUDE | 25 |
| ARMAGNAC | L'O D'EMMA | 25 |
| ARMAGNAC | MAIRIE DE LANNEPAX | 25 |
| BAS ARMAGNAC ADOUR | EARL BETHOUS | 25 |
| BAS ARMAGNAC ADOUR | LACOSTE | 25 |

3 – Attribution du diplôme « Organisme partenaire privilégié »

Certains partenaires privilégiés s'avèrent essentiel pour le service.

Conformément à la délibération n°D-SDIS32-15-065 du 11 décembre 2015, ils peuvent, à discrétion du SDIS, recevoir la distinction « Organisme partenaire privilégié ».

La liste des candidats est la suivante.

| Organisme partenaire privilégié 2021 | |
|---------------------------------------------|----------------------|
| demandeur | employeur |
| ARMAGNAC | ARMAGNAC IMMO |

II- Supports de communication distribués aux récipiendaires 2021

Les visuels, supports et goodies de communication suivants seront distribués aux récipiendaires 2021.

- Logo *Label employeur partenaire 2021*.
- Clés USB (goodies).
- Sacoches intégrant le logo *Label employeur partenaire 2021*.
- Stylos (goodies).
- Cartons d'invitations envoyés aux différentes parties prenantes de la soirée des labels.
- Diplômes à destination des récipiendaires.
- Trophées de type « Coupe » à destination des récipiendaires.
- Autocollants de type « Epoxy » intégrant le logo *Label employeur partenaire 2021*.

III- Soirées des labels 2021

Deux soirées des labels auront lieu cette année afin de respecter les mesures barrières COVID. De plus, ces soirées intégreront les remises des labels qui n'ont pu avoir lieu en 2020.

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,
Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,
Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,
Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,
Monsieur Bernard KSAZ, conseiller départemental, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,
Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,

Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 13 |
| Voix « pour » : | 13 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, ADOPTE le classement des employeurs de sapeurs-pompiers volontaires dans le cadre de l'attribution du 'Label employeurs', des diplômes 'Organisme partenaire' et 'Organisme partenaire privilégié' pour l'année 2021.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 25 06 2021
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-029**

**RÉHABILITATION DU CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE CAZAUBON
AUTORISATION DE PROGRAMME / CRÉDITS DE PAIEMENT**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références :

- Délibération D-SDIS32-17-037 du 15 juin 2017 relative au financement des constructions et/ou extensions des centres d'incendie et de secours du SDIS du Gers
- Délibération N° D-SDIS32-21-011 du 22 mars 2021 relative au casernement de Cazaubon - Avant-projet définitif

Le centre d'incendie et de secours de Cazaubon a subi d'importants désordres liés à des infiltrations d'eau de pluie et nécessite la réalisation de travaux de réhabilitation partielle portant sur les diverses façades, les toitures, les terrasses et les coursives. Le coût global de l'opération est estimé à 257.063,56 € HT.

Cette opération a nécessité la conclusion de marchés générant des dépenses de frais d'insertion.

Les marchés de maîtrise d'œuvre ont été attribués le 13 novembre 2020 au Cabinet d'architecture Garcia Lier. Dans le courant du mois de mars 2021 les missions de contrôle technique et de coordination SPS ont été attribuées aux entreprises Apave Sud et Elyfec SPS.

Le marché de travaux actuellement en cours d'analyse a été réparti en 8 lots.

En vertu de la délibération citée en référence, les 13 communes gersoises desservies en premier appel par le CIS de Cazaubon ont conclu avec le SDIS, le 11 décembre 2019, une convention prévoyant une participation financière à hauteur de 50 % du montant prévisionnel HT de l'opération plafonnée à 83.000€.

Par délibération du 09 juillet 2020, le bureau a autorisé la sollicitation d'une subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). Dans ce cadre, un montant de 101.600,00 € (40% du montant HT des travaux) a été attribué au SDIS 32.

Ainsi, le plan de financement est le suivant :

| Montant HT | Montant TTC | Subvention DSIL | Subvention des communes | Autofinancement |
|---------------------|---------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|
| 257 063,56 € | 308 476,27 € | 101 600,00 € | 83 000,00 € | 123 876,27 € |

Les travaux ayant débuté en 2020, certaines opérations ont déjà été mandatées.

- En recettes :
Conformément à la convention financière, une partie de la subvention communale a été appelée pour 62.064 € sur le budget 2020.
- En dépenses pour un total de 3.449,14 € :
 - Frais d'insertion des annonces de marchés pour 2.286,14 € ;
 - Étude d'amiante avant travaux pour 740,00 € ;
 - Mission de contrôle technique par l'Apave pour 423,00 €.

| | Total opération | Déjà réalisé | |
|----------|-----------------|--------------|---------------------|
| Dépenses | 308 476,27 € | 3 449,14 € | 305 027,13 € |
| Recettes | 308 476,27 € | 62 064,00 € | 246 412,27 € |

Le coût de cette AP/CP sur les exercices 2021 et 2022 se répartit comme suit :

| Autorisation de programme (AP) | Crédits de paiement (CP) - Dépenses | |
|--------------------------------|-------------------------------------|--------------|
| | 2021 | 2022 |
| 305 027,13 € | 119 941,37 € | 185 085,76 € |
| | DÉTAIL BUDGÉTAIRE | |
| 2033 | 100,00 € | |
| 23171312 | 119 841,37 € | 183 709,68 € |

En parallèle, les recettes sont prévues selon le détail budgétaire suivant :

| Autorisation de programme (AP) | Crédits de paiement (CP) - Recettes | |
|--------------------------------|-------------------------------------|--------------|
| | 2021 | 2022 |
| 246 412,27 € | 60 409,12 € | 186 003,15 € |
| | DÉTAIL BUDGETAIRE | |
| Subvention Communes | 20 936,00 € | |
| DSIL | 30 480,00 € | 71 120,00 € |
| Autofinancement | 8 993,12 € | 114 883,15 € |

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,

Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,

Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,

Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,

Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,

Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,

Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,

Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,

Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,

Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,

Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant

Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,

Monsieur Bernard KSAZ, conseiller départemental, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,

Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,

Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,

Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,
Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

Nombre de votants : 13
 Voix « pour » : 13
 Voix « contre » : 0
 Abstentions : 0

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, **APPROUVE** :

- **Le plan de financement de la réhabilitation du casernement de Cazaubon suivant :**

| Montant HT | Montant TTC | Subvention DSIL | Subvention des communes | Autofinancement |
|--------------|--------------|-----------------|-------------------------|-----------------|
| 257 063,56 € | 308 476,27 € | 101 600,00 € | 83 000,00 € | 123 876,27 € |

- **L'ouverture d'une autorisation de programme pour son solde non réalisé, soit un montant de 305.027,13 € en dépenses et 246.412,27 € en recettes.**

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

25 06 2021

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-030**

**CONSTRUCTION DU CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE L'ISLE-JOURDAIN
AUTORISATION DE PROGRAMME / CRÉDITS DE PAIEMENT**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Références :

- Délibération D-SDIS32-17-037 du 15 juin 2017 relative au financement des constructions et/ou extensions des centres d'incendie et de secours du SDIS du Gers
- Délibération N° D-SDIS32-20-034 du 29 juin 2020 relative au casernement de L'Isle-Jourdain - Avant-projet définitif

Considérant l'évolution de l'activité opérationnelle sur le secteur de L'Isle Jourdain et la nécessité de locaux adaptés à l'effectif et au matériel des Sapeurs-Pompiers, le SDIS a inscrit la construction du centre d'incendie et de secours dans sa programmation pluriannuelle d'investissement. Le coût global de l'opération est évalué à ce jour 1.521.729,04 € HT.

En vertu de la délibération citée en référence, la commune de L'Isle Jourdain et le SDIS ont conclu le 1^{er} septembre 2020 une convention prévoyant une participation financière respective à hauteur de 50 % du montant total HT définitif de l'opération.

Les marchés ont déjà été attribués et notifiés. Des frais d'annonces ont été mandatées et la maîtrise d'œuvre a été notifiée respectivement aux architectes Giavarini et Villeneuve, Bureau Alpes Contrôle et JMP Coordination. Elle s'élève à ce jour, avenant inclus, à 129.400,00 € HT.

Le marché de travaux a été réparti en 15 lots, tous notifiés fin avril 2021, pour un montant de 1.383.650,72 € HT. De plus, une étude de sol a été réalisée préalablement à la construction.

Ainsi, le plan de financement est le suivant :

| Montant HT | Montant TTC | Commune L'Isle-Jourdain | Autofinancement Hors FCTVA | FCTVA* |
|-----------------------|-----------------------|----------------------------|-------------------------------|--------------|
| 1 521 729,04 € | 1 826 074,84 € | 760 864,52 € | 765 661,01 € | 299 549,32 € |

*La part de FCTVA mentionnée est le potentiel de dotation que le projet est susceptible de générer à législation actuelle. La part de financement relevant de ce fonds est calculée sur les seuls crédits de l'opération éligibles au FCTVA.

Les travaux ayant débuté en 2020, certaines opérations ont déjà été mandatées en dépenses pour un total de 88 147,45 € :

- Frais d'annonce et d'insertion : 4.585,98 €.
- Frais d'architecte : 68.234,40 €.
- Frais de mission pour le contrôle technique et le SPS : 2.082,00 €
- Etude de sol : 5.868,00 €
- Avances sur travaux à la SAS Delta Elec : 7.377,07 €.

Le montant de l'AP/CP est donc réduit. Vous en trouverez ci-dessous les montants définitifs.

| | Total opération | Déjà réalisé | |
|----------|-----------------|--------------|-----------------------|
| Dépenses | 1 826 074,84 € | 88 147,45 € | |
| Recettes | 1 826 074,84 € | | 1 826 074,84 € |

De ce fait, le coût de cette opération se répartit sur les exercices 2021, 2022 et 2023, comme suit :

| Autorisation de programme (AP) | Crédits de paiement (CP) - Dépenses | | |
|--------------------------------|-------------------------------------|--------------|--------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 |
| 1 737 927,39 € | 642 282,49 € | 530 050,79 € | 565 594,11 € |

En parallèle, les recettes sont prévues selon les échéances suivantes et se répartissent selon le budget ci-dessous :

| Autorisation de programme (AP) | Crédits de paiement (CP) - Recettes | | |
|--------------------------------|-------------------------------------|--------------|--------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 |
| 1 826 074,84 € | 730 429,94 € | 530 050,79 € | 565 594,11 € |
| | DÉTAIL BUDGETAIRE | | |
| L'Isle Jourdain | 375 000,00 € | | 385 864,52 € |
| FCTVA | | 119 819,73 € | 179 729,59 € |
| Emprunt | 355 429,94 € | 410 231,06 € | |

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,
Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,
Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,
Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,
Monsieur Bernard KSAZ, conseiller départemental, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,

Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

Nombre de votants : 13
 Voix « pour » : 13
 Voix « contre » : 0
 Abstentions : 0

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, **APPROUVE** :

- **Le plan de financement de la construction du nouveau casernement de L'Isle-Jourdain suivant :**

| Montant HT | Montant TTC | Commune L'Isle-Jourdain | Autofinancement Hors FCTVA | FCTVA* |
|----------------|----------------|----------------------------|-------------------------------|--------------|
| 1 521 729,04 € | 1 826 074,84 € | 760 864,52 € | 765 661,01 € | 299 549,32 € |

- **L'ouverture d'une autorisation de programme pour son solde non réalisé, soit un montant de 1.737.927,39 € en dépenses et 1.826.074,84 € en recettes.**

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 25 06 2021
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-031**

**DÉCISION MODIFICATIVE N°1
BUDGET EXERCICE 2021**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

J'ai l'honneur de soumettre à votre examen, dans le cadre du budget de l'exercice 2021, le projet de décision modificative n° 1.

Elle s'équilibre :

- en section d'investissement à : **- 1 130 535,55 €.**

Vous trouverez, ci-annexé, le détail des propositions et leurs justifications.

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,
Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,
Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,
Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,
Monsieur Bernard KSAZ, conseiller départemental, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,
Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,

Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 13 |
| Voix « pour » : | 13 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, ADOPTE la décision modificative n°1 relative à l'exercice 2021 dont le détail est présenté dans le document annexé.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 25 06 2021 et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.



PROJET DE DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 EXERCICE 2021

JUSTIFICATIONS DES PROPOSITIONS D'INSCRIPTION DE CRÉDITS

SECTION D'INVESTISSEMENT

Suite aux votes des deux AP/CP (autorisation de programme / crédit de paiement) pour les casernes de Cazaubon et L'Isle-Jourdain, objets des rapports 2021-029 et 030, le budget du SDIS est réduit à hauteur des crédits de paiement alloués à l'année 2021.

1 – RECETTES

1641 - Emprunts : - 684 415,55 €

1314- Subvention des communes : - 375 000,00 €

Conformément à la convention financière, le versement de la subvention intervient sur deux exercices, à hauteur de 50% la première année, sur la base estimée de 750.000,00 €.

1311- Subvention d'État et établissements nationaux : - 71 120,00 €

Seuls 30 % de la DSIL concernant l'opération de Cazaubon sont versés au démarrage des travaux.

2 – DÉPENSES

2033 - Frais d'insertion

Le marché de travaux de Cazaubon n'étant pas encore notifié, il est utile par précaution d'ouvrir une ligne budgétaire pour les annonces.

23 – Travaux en cours

Afin de les ajuster aux crédits de paiement 2021 alloués en AP/CP, il convient de réduire les deux comptes suivants :

231312 – Centres d'incendie et de secours en pleine propriété : - 956 161,12 €
Réduction concernant la construction de la caserne L'Isle Jourdain.

21317312 – Centres d'incendie et de secours mis à disposition : - 174 474,43 €
Réduction concernant la réhabilitation de la caserne de Cazaubon.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-032**

**SUBVENTION AUX MEMBRES DE LA CMIR INTERDÉPARTEMENTALE
POUR L'ACQUISITION DE MATÉRIELS
CONVENTION AVEC LE CNPE GOLFECH – SDIS 47 – SDIS 82**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

La convention de partenariat annexée au présent rapport a pour objet de définir les modalités et conditions du partenariat entre les parties ainsi que le versement d'une subvention par le CNPE (Centre national de production d'électricité) pour les membres de la CMIR (cellule mobile d'intervention radiologique) interdépartementale.

La CMIR interdépartementale, composée des unités spécialisées des SDIS 32, 47 et 82, défend le CNPE de Golfech en termes de lutte contre les risques radiologiques.

Le CNPE s'engage à subventionner la CMIR interdépartementale en versant annuellement 15.000 euros au SDIS 82. La redistribution est ensuite opérée par le SDIS 82 au profit de ses partenaires (SDIS32 et SDIS47) à hauteur de 5.000 euros chacun.

Le SDIS du Gers et ses partenaires s'engagent, avec cette subvention, à acquérir et renouveler les équipements de protections individuelles, les matériels de détection, de dosimétrie, de balisage et de prélèvement requis pour constituer la CMIR.

Un bilan de l'utilisation de cette subvention sera effectué par chacun des SDIS dans le cadre de la réunion annuelle avec la direction du CNPE.

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,
Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,
Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,
Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,
Monsieur Bernard KSAZ, conseiller départemental, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoît DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,
Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 13 |
| Voix « pour » : | 13 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOpte** le projet de convention entre le Centre national de production d'électricité (CNPE), les SDIS de Lot-et-Garonne, du Tarn-et-Garonne et le SDIS du Gers tel que présenté en annexe ;
- **AUTORISE** son président à signer cette convention.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 25 06 2021
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-033**

**FORMATION AU SAUVETAGE EN EAUX VIVES
ENTRE LE SDIS 32 ET LE SDIS 65
ET ENTRE LE SDIS 32 ET LE BMPM**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Les conventions de partenariat annexées au présent rapport ont pour objet la formation par le SDIS du Gers de sauveteurs en eaux vives :

- au profit du SDIS des Hautes-Pyrénées pour 4 sauveteurs et 2 élèves formateurs, formation pour laquelle le SDIS 65 versera au titre des frais la somme de 1.627,24 euros ;
- au profit de la Brigade des marins-pompiers de Marseille pour 4 sauveteurs, formation pour laquelle la ville de Marseille versera au titre des frais la somme de 1.970,40 euros.

À l'issue de ces formations, le SDIS du Gers établira les diplômes et attestations afférents.

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,
Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,
Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,
Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,
Monsieur Bernard KSAZ, conseiller départemental, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,

Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 13 |
| Voix « pour » : | 13 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOPTE** les projets de convention entre le SDIS des Hautes-Pyrénées et le SDIS du Gers d'une part et entre la mairie de Marseille et le SDIS du Gers d'autre part, concernant la formation par le SDIS du Gers des sauveteurs en eaux vives, telle que présentée en annexes ;
- **AUTORISE** son président à signer ces conventions.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 25 06 2021
et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS**

14 juin 2021

**DÉLIBÉRATION
N° D-SDIS32-21-034**

**RENOUVELLEMENT DU BAIL AVEC LA DDETS-PP
ENTRE LE SDIS, LA DDETS-PP ET LA DDFIP**

RAPPEL DU RAPPORT DE PRESENTATION

Le bail actuel, conclu avec l'ex-DDCSPP pour l'immeuble sis 8 chemin de la Caillaouère à Auch, arrive à son terme le 30 novembre 2021 ; il convient donc de le renouveler.

Le SDIS 32, suite aux différents échanges avec la DDETS-PP, a convenu de maintenir le montant du loyer à son niveau actuel soit 120.000 euros par an et de rédiger le bail pour une période exclusive du 01/12/2021 au 31/12/2022.

En effet, le déploiement du nouveau logiciel de gestion des appels NexSis en 2023 et la volonté pour l'établissement d'utiliser cet immeuble dans le cadre du projet de plateforme commune ne permettent pas de prolonger ce bail au-delà de cette date.

Lundi quatorze juin deux mille vingt-et-un à 15h, dans les locaux de la direction départementale des services d'incendie et de secours, se sont réunis les membres du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et secours (CASDIS) sur convocation de leur président, Monsieur Bernard GENDRE.

Étaient présent.e.s et avaient voix délibérative :

Monsieur Bernard GENDRE, président du CASDIS,
Monsieur Didier DUPRONT, maire de Gondrin, 1^{er} vice-président,
Monsieur Philippe DUPOUY, conseiller départemental, 2^{ème} vice-président,
Monsieur Jean-Pierre COT, conseiller départemental, 3^{ème} vice-président,
Monsieur Ronny GUARDIA-MAZZOLENI, maire de Fleurance,
Monsieur François RIVIÈRE, président de la CC Val de Gers,
Madame Hélène ROZIS LEBRETON, conseillère départementale,
Madame Patricia ESPERON, conseillère départementale,
Monsieur Jean-Pierre SALERS, conseiller départemental,
Monsieur Arnaud WADEL, maire de Lartigue, membre suppléant,
Madame Nathalie BARROUILLET, conseillère départementale, membre suppléant
Madame Yvette RIBES, conseillère départementale, membre suppléant,
Monsieur Bernard KSAZ, conseiller départemental, membre suppléant.

Membres présents en audio ou visio conférence

Étaient excusé.e.s :

Monsieur Francis IDRAC, maire de L'Isle-Jourdain,
Monsieur Benoit DESENLIS, maire de Roquebrune,
Monsieur René CASTETS, maire délégué de Canet – commune de Riscle,
Monsieur Pascal MERCIER, président de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne,
Monsieur Patrick FANTON, président de la CC Cœur d'Astarac en Gascogne,

Monsieur Claude BOURDIL, conseiller départemental,
Madame Françoise CASALE, conseillère départementale,
Monsieur Gérard CASTET, conseiller départemental,
Madame Chantal DEJEAN-DUPEBE, conseillère départementale,
Monsieur Francis DUPOUEY, conseiller départemental,
Monsieur Robert FRAIRET, conseiller départemental,
Monsieur Francis LARROQUE, conseiller départemental,
Madame Lydie TOISON, conseillère départementale,
Madame Barbara NETO, maire de Vic-Fezensac, membre suppléant,
Monsieur Roger BREIL, Communauté de communes Val de Gers, membre suppléant.

| | |
|---------------------|----|
| Nombre de votants : | 13 |
| Voix « pour » : | 13 |
| Voix « contre » : | 0 |
| Abstentions : | 0 |

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°2020-347 du 27 mars 2020 modifiée adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'avis favorable de la Commission administrative et technique du SDIS du 08 juin 2021 ;

SUR la proposition de Monsieur le directeur départemental ;

CONSIDÉRANT le rapport de son président relatif à l'objet susvisé ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOPTE** le projet de renouvellement à l'État du bail de location de l'immeuble à usage de bureaux sis 8 chemin de la Caillaouère tel que présenté en annexe ;
- **AUTORISE** son président à signer ce bail.

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE

Délibération transmise et reçue en préfecture le 25 06 2021

Le président du conseil d'administration certifie que la présente délibération a été affichée le 25 06 2021 et sera publiée au recueil des actes administratifs du SDIS du Gers.

CHORUS N° :175807

Bail de locaux à usage de bureaux soumis à la réglementation relative aux baux civils

BAIL D'UN IMMEUBLE AU PROFIT DE L'ÉTAT

Entre les soussignés :

1° Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gers (SDIS) dont le siège social est situé à Auch, 2 chemin de la Caillaouère, représenté par Monsieur Bernard Gendre, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration,

partie ci-après dénommée « Le Bailleur »,

d'une part,

2°) M. Le Directeur Départemental des Finances Publiques du Gers dont les bureaux sont à AUCH 32 000, 2 place Jean David, agissant pour le compte de l'État en exécution de l'article R. 4111-8 du code général de la propriété des personnes publiques et conformément à la délégation de signature qui lui a été donnée par M. Le Préfet du Gers suivant arrêté du 24/08/2020 ;

M. le Directeur Départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers (DDTESPP) dont les bureaux sont situés Cité administrative, place de l'Ancien Foirail, 32 020 Auch Cedex 09 en vertu de l'arrêté de délégation de signature du 30 mars 2021 pris par Monsieur le Préfet de Région, Préfet de zone, représentant le Ministère des Solidarités et de la Santé,

partie ci-après dénommée « le Preneur »,

d'autre part,

Ci-après dénommées ensemble les « Parties »

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE

Par acte en date du 21 décembre 2009 avec effet au 1^{er} décembre 2009, le Service Départemental d'Incendie et de Secours, a donné à bail à l'État pour les besoins de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Gers (DDCSPP) Ministère des Solidarités et de la Santé, le bien immobilier à usage de bureaux ci-après désigné.

Ce bail venant à échéance le 30 novembre 2021, les parties ont décidé de le renouveler au moyen des présentes.

À compter du 1^{er} avril 2021 la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Gers (DDCSPP) est devenue la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers (DDTESPP) suivant le Décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations

Aussi bien et afin de fixer les clauses et conditions de cette location, les parties sont-elles convenues de ce qui suit.

CONVENTION

Article 1 – Objet de la convention

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours, ès qualités, renouvelle à l'État, représenté par M. le Directeur Départemental des Finances Publiques du Gers, un ensemble immobilier à usage de bureaux, d'archives et administratif, dont la désignation suit :

Localisation : 8, Chemin de la Caillaouère, 32 000 AUCH

Références cadastrales et superficie : partie de CX 52 d'une superficie de 9 770 m²

Descriptif des lieux loués : Les locaux sont situés dans un bâtiment de deux niveaux, sur rez de jardin.

La superficie totale des locaux loués est de 993,25 m² et comprend :

- un rez de jardin d'une superficie totale de 128, 35 m² comportant : des archives, une salle de stockage de matériel d'intervention, un garage, des sanitaires, un local froid, un local TGBT et une chaufferie.
- un rez-de-chaussée d'une superficie totale de 430, 05 m² comprenant un accueil, des bureaux, une salle de stockage d'archives vivantes, des blocs sanitaires et des locaux ménages
- un premier étage d'une superficie totale de 434,85 m² comportant des bureaux, des blocs sanitaires et des locaux ménages, un local informatique, un local détente, une salle de formation et une salle de réunion.

En sus, un monte-personne à mobilité réduite et un parking extérieur d'une superficie totale de 1 000 m² pour 20 places de stationnement.

Article 2 – Réglementation applicable

Les droits et obligations des deux parties contractantes sont réglés conformément aux articles 1708 et suivants du code civil et aux usages locaux pour tout ce qui n'est pas prévu au présent bail.

Article 3 – Destination des lieux

La présente location est consentie à l'usage d'accueil du public, de bureaux, d'archives et administratif.

Article 4 – Durée du bail

Le présent bail est consenti au preneur est renouvelé pour une durée de 13 mois à compter du 1^{er} décembre 2021 pour se terminer le 31 décembre 2022 sauf résiliation anticipée reconnue à son profit au paragraphe ci-après « Résiliation »

Article 5 – Loyer

5.1 Montant

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de cent vingt mille euros **net de taxes et hors charges (120 000 € HC)**.

En outre, eu égard sa qualité, le PRENEUR est dispensé de constituer un dépôt de garantie.

5.2 Régime fiscal

Il est précisé que ce loyer n'est pas assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 234 nonies III-3° du Code général des impôts, la contribution annuelle sur les revenus locatifs n'est pas exigible dans le cadre de locations consenties à l'État.

5.3 Modalité de paiement du loyer

Le loyer sera payé mensuellement par le service bénéficiaire, à terme échu.

Le Bailleur adressera les avis d'échéance, qui mentionneront impérativement le numéro de l'engagement juridique (qui lui sera communiqué dans le mois suivant la signature du présent bail) au moins trente (30) jours avant les dates d'échéance via le portail Chorus pro (<https://www.chorus-pro.gouv.fr/>)

Il est précisé que le montant du loyer sera payé exclusivement par le service bénéficiaire sur les crédits du Ministère des Solidarités et de la Santé et sera versé par virement bancaire sur le compte bancaire du SDIS communiqué par le Bailleur au preneur dont le RIB est ci-annexé (*Annexe 1*)

En cas de changement de domiciliation bancaire, le Bailleur s'engage à communiquer au Preneur, au moins un (1) mois avant la prochaine échéance, ses nouvelles références bancaires.

5.5 Indexation annuelle du loyer

Le loyer ne sera pas indexé sur la période du 01/12/2021 au 31/12/2022.

Article 6 - Imposition et Contributions

Toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles soient, ainsi que toutes les charges ou taxes locales et autres, prévues ou imprévues, qui auraient rapport aux locaux loués sont

à la charge du bailleur à l'exception de celles énumérées dans la liste des charges récupérables figurant en annexe du décret n° 87-713 du 26 août 1987 qui seront remboursées par l'État.

Le propriétaire des locaux (le bailleur) est redevable légal de la Taxe Foncière. Le remboursement de cette taxe ne pourra en aucun cas être demandé à l'État (ni inclus dans le loyer ou dans les charges locatives), conformément au § 1 ci-dessus.

Toutefois, l'article 1521-II du code général des impôts exonère de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères les locaux sans caractère industriel ou commercial loués par l'État ; l'État est donc dispensé du remboursement de cette taxe, le bailleur n'ayant pas à en acquitter le montant.

Il est précisé que, d'une manière générale, concernant les impôts pouvant être imputés au Preneur, leurs montants doivent correspondre strictement au local occupé par le Preneur et s'il y a lieu, à sa quote-part des charges relatives aux éléments d'équipements et services communs des parties communes nécessaires à l'exploitation du local loué (éclairage, eau, chauffage, ventilation à usage commun, entretien des espaces verts etc).

Article 7 – Transfert de Service

La présente location étant consentie à l'État, il est expressément convenu que le bénéfice du bail pourra être transféré, à tout moment, à l'un de ses services, à charge pour ce dernier d'assurer toutes les obligations du présent contrat.

Article 8 – Résiliation

Le Preneur et le bailleur pourront, s'ils le désirent, donner congé par lettre recommandée en accusé réception, au moins trois mois à l'avance, la date du cachet de la poste faisant foi. Pour le preneur, la résiliation interviendra sans autre indemnité que le paiement du terme en cours.

En outre, et dans le cas où, par suite de suppression, transfert, fusion, le preneur n'aurait plus l'utilisation des locaux loués, le présent bail serait résilié à la volonté seule du preneur, à charge pour lui de prévenir le propriétaire par lettre recommandée en accusé réception, trois mois à l'avance, sans autre indemnité que le paiement du terme en cours.

Il appartient au Directeur Départemental des Finances Publiques d'opérer cette résiliation, sur demande écrite du service gestionnaire.

Article 9 – Renouvellement

Le Preneur et le Bailleur, s'ils veulent obtenir un renouvellement du bail, pourront en faire la demande sous la forme d'une lettre recommandée en accusé réception, au moins six mois à l'avance avant le terme du bail, soit le 31 décembre 2022, le cachet de la poste faisant foi.

Conformément à la volonté du bailleur, ce bail pourra être renouvelé pour une durée maximale d'une année supplémentaire.

Il appartient au Directeur Départemental des Finances Publiques d'opérer ce renouvellement, sur demande écrite du service gestionnaire.

Il est entendu que les investissements effectués par le Preneur, à ses frais, au cours du bail, ne seront pas pris en considération dans l'évaluation de la valeur locative.

Article 10 – Assurances

L'État étant son propre assureur, le Bailleur le dispense de contracter une police d'assurance pour garantir les risques qui lui incombent du fait de la location. En cas d'incendie, la responsabilité de l'État est déterminée suivant les règles du droit commun applicables aux locaux des lieux incendiés.

Le Bailleur fera son affaire personnelle des polices d'assurances contre l'incendie qu'il aurait pu souscrire antérieurement à la signature du contrat de location.

Article 11 – Obligations du bailleur

Le Bailleur s'engage à tenir les lieux loués clos et couverts selon l'usage et dans les conditions propres à en assurer la parfaite sécurité et la salubrité.

Il assurera au preneur une jouissance paisible des lieux pendant toute la durée du bail.

Il s'oblige à effectuer toutes les grosses réparations, ainsi que les travaux de mises aux normes actuels ou futurs et toute réparation nécessaire prévue par les articles 605, 606, 1719 et 1720 du code civil, étant entendu et ce, sans que cette liste soit limitative, la détérioration des planchers et terrasses, le remplacement des pièces principales des ascenseurs, les travaux de ravalement des façades, ainsi que le remplacement de pièces principales d'éléments d'équipements qui affectent la structure ou la solidité de l'immeuble, telle que la réfection de la climatisation. Le matériel installé devra garantir une température minimale de 19 degrés l'hiver et une température maximale de 28 degrés l'été. (intervention sous 24 heures ouvrées en cas de défaillance du matériel hors entretien courant)

En sus, conformément à l'article 1755 du Code civil, le Bailleur reconnaît que dans l'hypothèse où les réparations dites locatives seraient occasionnées par la vétusté ou la force majeure, celles-ci seront à sa charge (peintures, moquettes, remplacements d'appareils etc).

Il s'engage à accomplir les obligations qui lui incombent dans le cadre du décret n°97-855 du 12 septembre 1997 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Article 12 – Obligations du preneur

Le Preneur s'engage à effectuer dans les lieux loués toutes les réparations locatives, soit les réparations d'entretien courant ou les menues réparations, telles qu'elles sont définies par les usages locaux. La liste des dépenses est fixée de manière analogue à celle annexée aux décrets 87-712 du 26 août 1987.

Il admettra que le Bailleur fasse effectuer les réparations non locatives ou qui pourraient devenir nécessaires qui lui incombent et qui ne peuvent être différées jusqu'à la fin de la location. Toutefois, si les travaux et/ou réparations devaient durer plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie des lieux loués dont le Preneur aura été privé.

Article 13 – État des lieux

Il ne sera pas dressé d'état des lieux, l'État occupant déjà les locaux et déclarant les bien connaître.

À la restitution des locaux, il sera dressé, amiablement et contradictoirement par le bailleur (ou son représentant dûment accrédité) et par le représentant accrédité de l'administration occupante, un

état des lieux et un inventaire des objets qui pourraient se trouver dans les locaux, en double exemplaire.

Le Preneur est autorisé à faire à ses frais dans les locaux loués les installations et aménagements qu'il juge opportuns. Il ne sera pas tenu en fin de bail de démolir à ses frais les constructions ou installations.

Les indemnités dues pour la remise en état des lieux en raison de dégradations constatées en fin d'occupation seront à la charge du preneur sous réserve de la présentation de justificatifs et de plusieurs devis. En aucun cas, le Preneur ne sera tenu à l'exécution des travaux.

Article 14 – Visite des locaux

Le Preneur devra laisser libre accès des locaux au bailleur, à ses représentants et à tous techniciens

Article 15 – Transfert de propriété des immeubles loués

En cas de cession ou de vente de l'immeuble ou de décès du Bailleur, les cessionnaires, acquéreurs ou héritiers seront tenus de maintenir les clauses et conditions stipulées dans le bail.

Article 16 – Règlement des litiges

Pour tous les litiges qui pourraient provenir de l'exécution du présent bail conformément à l'article R. 4111-11 du code général de la propriété des personnes publiques, l'Administration chargée des domaines est compétente pour suivre les instances portant sur la validité et les conditions financières du contrat.

L'agent judiciaire de la direction des finances publiques est compétent si ladite exécution tend à faire déclarer l'État créancier ou débiteur de somme d'argent.

Pour les litiges qui pourraient survenir à tout autre titre, notamment ceux relatifs à l'exécution pure et simple d'une clause du contrat, le service occupant est seul compétent.

Dès lors, que le présent bail est régi par les dispositions du Code Civil, les éventuels litiges seront du ressort exclusifs de la juridiction de l'ordre judiciaire territorialement compétente.

Article 18 – Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

– Le Bailleur en son domicile sus-indiqué ;

– Pour le Preneur : Le Directeur Départemental des Finances Publiques du Gers et Le Directeur Départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Gers représentant de l'administration occupante, en leurs bureaux respectifs.

Elles s'obligent à notifier à la partie cocontractante toute modification du domicile ou du siège social. À défaut, la notification faite au dernier domicile ou siège social connu sera réputée valablement délivrée.

Le présent bail est établi en 3 exemplaires, dont un pour le Bailleur, un pour le service intéressé, un pour le service local du domaine du Gers.

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le



ID : 032-283200012-20210614-D_SDIS32_21_034-AR

Dont acte.

Fait à Auch, le

Le Bailleur,
Le service départemental d'incendie et de
secours du Gers

Le Directeur Départemental de l'emploi, du
travail, des solidarités et de la protection des
populations du Gers

Le Directeur Départemental des Finances Publiques du Gers
et par délégation du Préfet,



SDIS
32

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gers



ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARRÊTÉ

portant désignation d'un détenteur de carte d'achats

N° A-SDIS32-21-242

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU GERS

- VU** Le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** La délibération n° D-SDIS32-18-062 du 17 décembre 2018 du Conseil d'administration du SDIS, autorisant le président à désigner les porteurs de carte par arrêté ;
- VU** L'arrêté du président du Conseil d'administration du SDIS du Gers du 29 janvier 2013 portant intégration de Monsieur Arnaud COLOMBO en qualité d'ingénieur territorial et affectation au groupement des systèmes d'information et de communication ;
- CONSIDERANT** que pour le fonctionnement du paiement par carte d'achats, il est nécessaire que d'une part, soient désignés nominativement des porteurs de la carte d'achat, et d'autre part, que les paramètres d'habilitation de la carte d'achat soient définis.
- SUR** Proposition du directeur départemental du service d'incendie et de secours du Gers,

DÉCIDE

Article 1^{er}

Monsieur Arnaud COLOMBO est détenteur de la carte d'achat émise par la Caisse d'épargne de Midi-Pyrénées jusqu'à la fin du contrat liant le SDIS à cette société bancaire ou jusqu'à l'affectation de la carte à un autre porteur. Monsieur Arnaud COLOMBO remplace Monsieur Eric BORDENAVE, porteur initial de cette carte.

Article 2

Il pourra être fait usage de cette carte pour tout achat pour le compte du SDIS du Gers auprès des fournisseurs, dans la limite de l'accréditation fixée par note interne.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4

Monsieur le directeur départemental du Service d'incendie et de secours du Gers est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs du SDIS.

Fait à Auch, le 06 mai 2021

Le Président du Conseil d'administration
du SDIS du Gers,



Bernard GENDRE



SDIS
32

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gers



DECISIONS DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



SDIS
32

Envoyé en préfecture le 05/05/2021

Reçu en préfecture le 05/05/2021

Affiché le

SLOW

ID : 032-283200012-20210301-DC_SDIS32_21_07-AR

DÉCISION

portant changement du responsable de programme de gestion des cartes d'achats

N° DC-SDIS32-21-007

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS DU GERS

- VU** Le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** L'arrêté conjoint du préfet et du président du conseil d'administration du SDIS portant nomination, à compter du 1^{er} février 2021, du Commandant Frédéric BASTIEN en qualité de chef du groupement et responsable des affaires administratives et financières du Service départemental d'incendie et de secours du Gers ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de transférer au commandant Frédéric BASTIEN la fonction de responsable du programme de gestion des cartes d'achat ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} mars 2021, le Commandant Frédéric BASTIEN, chef du groupement et responsable des affaires administratives et financières du Service départemental d'incendie et de secours du Gers, est habilité à exercer la fonction de responsable du programme de gestion des cartes d'achats.

Article 2

L'habilitation accordée au colonel hors classe Jean-Louis FERRES cesse à compter de la même date.

Fait à Auch, le 1^{er} mars 2021

Le Président du Conseil d'administration
du SDIS du Gers,


Bernard GENDRE



SDIS
32

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gers



DECISIONS DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DU SDIS



DECISION DC-SDIS32-21-009

portant établissement de la liste départementale d'aptitude à l'emploi des personnels spécialisés
EQUIPE ANIMALIERE
du Corps Départemental des Sapeurs-Pompiers du GERS au titre de l'année 2021

**Le DIRECTEUR DEPARTEMENTAL des SERVICES d'INCENDIE
et de SECOURS du GERS,**

- VU** Le code de la Sécurité Intérieure ;
- VU** Le code général des collectivités territoriales ;
- VU** La loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la Sécurité Civile ;
- VU** L'arrêté du 6 juillet 2018 portant approbation du Règlement opérationnel du corps départemental des sapeurs-pompiers du Gers ;
- VU** L'arrêté du 23 mars 2020 portant prorogation de l'inscription sur les listes d'aptitude opérationnelle des sapeurs-pompiers en période d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er}

La décision DC-SDIS32-21-006 du 12 avril 2021 est abrogée.

ARTICLE 2

La liste d'aptitude des personnels spécialisés "Equipe Animalière" du corps départemental des sapeurs-pompiers du Gers reconnus aptes opérationnels au titre de l'année 2021 est établie comme suit :

| NOM – Prénom | Grade | Siège de l'Equipe Animalière |
|-----------------------|------------------------|-------------------------------------|
| COLNAT Alain | Vétérinaire Commandant | CS Condom |
| BARREILLE Corinne | Adjudante-chef | |
| BONCOURRE Joël | Adjudant-chef | |
| CHAHID Younes | Lieutenant | |
| LAFFARGUE SAINZ Laure | Caporale | |
| LAVERNY Stéphane | Caporal-chef | |
| LEDORNER Damien | Sergent | |
| MILANI Mathias | Adjudant | |
| MOMBERTRAND Paul | Sergent | |
| PALTOU Serge | Adjudant-chef | |
| TOUZIN Georges | Sergent | |
| CLAIRÉ Virginie | Adjudante | |
| ASPER Pauline | Sapeur | |

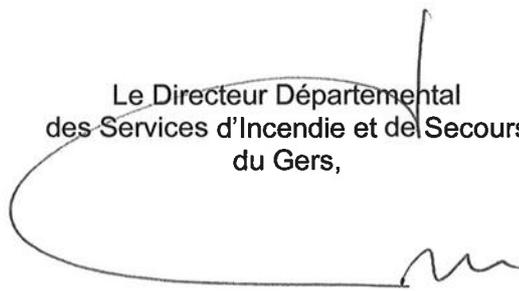
| NOM – Prénom | Grade | Siège de l'Equipe Animalière | |
|----------------------|-----------------------|-------------------------------------|------------|
| VAN OUDENHOVE Jürgen | Caporal-chef | CPI Gondrin | |
| LIBESPÈRE Mylène | Adjudante | CPI Courrensan | |
| CORLAITI Nicolas | Caporal-chef | CS Eauze | |
| BARBIERI Jérémy | Caporal-chef | CS Mauvezin | |
| BERGÉ Mathieu | Caporal | | |
| BOUDET Sébastien | Sergent | | |
| ESCALAS Adrien | Sergent-chef | | |
| LABORDE Christophe | Sergent-chef | | |
| LABORDE Jean-Pierre | Commandant | | |
| LACOURT Patrick | Lieutenant | | |
| LACROIX Jean-Louis | Vétérinaire Capitaine | | |
| LE PORS Ludovic | Lieutenant | | |
| NESPOULOUS Maxime | Adjudant | | |
| ORSI Jean-François | Sergent-chef | | |
| PUYANÉ Christophe | Adjudant-chef | | |
| ALBERTEAU Muriel | Adjudante | | CS Mirande |
| BELINGARD Dominique | Adjudant | | |
| BELINGARD Jean-Noël | Caporal-chef | | |
| PAGÈS Marie-France | Adjudante-chef | | |
| VERDIER Denis | Adjudant-chef | | |
| ZUNIGA MONTES Gloria | Vétérinaire | | |
| BOUTIN Stéphanie | Adjudante-chef | CPI Pavie | |
| CAZEAUX Gilles | Lieutenant | CPI Riscle | |
| CAZEAUX Claire | Caporal | | |
| COURTADE Claude | Adjudant-chef | | |
| DEDEVANT Jean-Claude | Caporal-chef | | |
| FAUQUE Jean-Luc | Adjudant-chef | | |
| ICART FABIOL Pauline | Caporal | | |
| LAFFORE Patrick | Adjudant-chef | | |
| LASSERRE Stéphane | Sergent-chef | | |
| MOREAU Aneline | Caporal | | |
| PAILHES Jérôme | Adjudant-chef | | |
| VOLPATO Jean-Pierre | Capitaine | | |

ARTICLE 3

Monsieur le chef du Groupement des Services Opérationnels et le Commandant Jean-Pierre LABORDE sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gers.

Fait à Auch, le **17 MAI 2021**

Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
du Gers,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long horizontal stroke with a small loop at the end, and a vertical stroke extending upwards from the center of the horizontal stroke.

Colonel Hors Classe Jean-Louis FERRES